

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

grève générale !

25 mai, raffinerie de Douchy-les-Mines (Nord) / photo François Lo Presti

n° 17 mai - juin 2016 1 euro

Journées d'action à répétition et blocages dispersés ou grève générale ?

La dispersion des luttes

Le 16 mai, les routiers, craignant à juste titre la baisse de la rémunération de leurs heures supplémentaires avec la loi El Khomri, ont entamé à l'appel de la CGT une semaine de grève. À la SNCF, après un mouvement de grève chaque mercredi et jeudi contre la remise en cause des statuts, voilà maintenant que la CGT rejointe par la CFDT et l'UNSA a lancé un mot d'ordre de grève reconductible à partir du 31 mai tandis que SUD a déposé un préavis courant jusqu'au... 11 juillet. Dans l'aviation civile, les personnels sont appelés à la grève du 3 au 5 juin contre la baisse des effectifs et pour la défense des régimes indemnitaires. À la RATP, la CGT appelle à la grève illimitée à partir du 2 juin pour l'augmentation des salaires. Le 23 mai, les 8 raffineries du pays étaient plus ou moins touchées par la grève à l'initiative essentiellement de la CGT pour le retrait de la loi El Khomri et environ 25 % des dépôts de carburant étaient bloqués. La CGT appelle à la grève le 25 mai les travailleurs des 19 centrales nucléaires. Il y a *des* grèves, mais il n'y a pas *la* grève !

L'intersyndicale a appelé à des journées d'action avec grèves et manifestations contre la loi El Khomri le 9 mars, le 31 mars, le 5 avril, le 9 avril, le 28 avril, le 12 mai, le 18 mai, le 26 mai, le 14 juin. Encore faut-il rajouter les appels séparés pour la jeunesse étudiante et lycéenne de l'UNEF et des organisations lycéennes. Il y a des actions, des grèves et des manifestations, mais il y n'y a pas la grève générale !

Pourquoi ? Parce qu'aucune centrale n'a boycotté les multiples réunions (25 février, 7 mars, 17 mars) convoquées par le gouvernement PS-PRG pour mettre au point le projet de loi Hollande-Valls-El Khomri, parce qu'aucun dirigeant d'une centrale ou d'une fédération ne se prononce pour la grève générale.

Aucune force politique significative se réclamant du socialisme, pas un seul PS « frondeur », pas le PdG ni le PCF, pas LO ni le NPA, aucun des POI ni AL, ne mène de campagne pour imposer aux directions syndicales d'appeler à la grève générale contre le gouvernement. Au contraire, elles font de plus en plus partie des bureaucraties du « syndicalisme de proposition » et de « journées d'action » : PCF, PdG, LO, NPA, POI et POID dans la CGT ; NPA et AL dans Solidaires ; POI et POID dans FO ; PCF, PdG, NPA et Ensemble dans la FSU... Ce sont les mêmes qui expliqueront, si la loi passe, que les travailleurs n'ont pas assez lutté.

Évidemment, on trouvera aisément toutes les vieilles ficelles utilisées déjà en 2010 pendant le mouvement en défense des retraites pour dévoyer la recherche par la classe ouvrière du combat centralisé contre le gouvernement. La grève « reconductible » à la base site par site, lancée par l'appareil de la CGT quand la colère monte, et soutenue par les pseudo-trotskystes de tous poils, c'est le contraire de l'appel à la grève générale ! C'est laisser site par site les travailleurs isolés, sans visibilité, sans perspective, sans aucune centralisation, s'épuiser chacun dans son coin.

Le vote PCF de la motion LR à l'Assemblée

Valls l'a dit, Hollande l'a répété : « *nous ne céderons pas* ». L'utilisation du 49.3 le 10 mai pour faire adopter la loi El Khomri témoigne de l'impasse du gouvernement. Il réussit le tour de force, comme déjà avec l'échec de la réforme constitutionnelle portant la pérennisation de l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, de dresser contre lui une majorité de députés, ceux des partis bourgeois, dont il croyait pourtant combler les attentes, plus une fraction du groupe PS de l'Assemblée nationale.

Les députés « frondeurs » ont pour motivation principale leur propre avenir et, au-delà, de préserver le PS comme parti ouvrier bourgeois, donc de conserver

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP

Pour contact ou abonnement : écrire à ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, italien, russe, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

l'électorat des salariés et des liens avec les syndicats. Cela leur impose, sans rompre avec la maison-mère, de préserver une apparence d'opposant quand la couleuvre est trop grosse pour l'avaler sans broncher. Ils avaient été reçus à Matignon avant la décision d'engager la responsabilité du gouvernement, mais n'avaient pu trouver d'arrangement : *« Manuel Valls n'a pas envie d'aller vers un compromis sur la loi travail »,* déclarait à la sortie le député Christian Paul. On est loin de l'exigence du retrait ! Ils ont donc cherché, sans réussir, à déposer leur motion de censure, moyennant quoi les députés PCF votaient sans honte le lendemain avec le FN la motion de censure déposée par LR et l'UDI, laquelle s'offusquait que la loi n'aille pas assez loin dans les attaques contre les travailleurs.

Mais en même temps, l'utilisation du 49.3, c'est un bras d'honneur adressé aux manifestants que Hollande et Valls ont pensé suffisamment rincés par les journées d'action à répétition pour ne pas s'encombrer d'une perte de temps et d'atermoiements supplémentaires. Dès le soir du 10 mai, une manifestation de 500 personnes issue du rassemblement Nuit debout s'est rendue à l'initiative d'AL, du NPA et du PdG devant l'Assemblée nationale aux cris de « *Assemblée nationale, Assemblée du capital* » ou bien «*on emmerde le 49.3* », mais, faute d'un combat national centralisé contre le gouvernement, bien loin des préoccupations du mouvement Nuit debout, la loi va son chemin.

Gouvernement PS-PRG, briseur de grève !

Le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve a considérablement renforcé les services secrets, l'armée et la police grâce à l'union nationale réalisée en février et en novembre 2015 avec la complicité du PCF, du PS, du PdG, de toutes les directions syndicales (y compris CGT, FO, Solidaires…).

« L'État policier s'instaure de manière pérenne », déclarait le 3 février la Secrétaire générale de l'USM à *L'Obs* au sujet du projet de loi de réforme pénale dite « antiterroriste ». Ce projet de loi avait déjà été renforcé pour rendre permanente l'utilisation de nombreuses dispositions relevant de l'état d'urgence : possibilité étendue aux préfets d'ordonner la fouille des bagages et des voitures et de faire des contrôle d'identité pendant 12 heures en cas de suspicion d'activité terroriste, possibilité étendue aux procureurs d'interception téléphonique et de pose de micros à domicile etc. Les sénateurs notamment l'ont depuis « enrichi » de plusieurs mesures liberticides, allant jusqu'à prévoir l'irresponsabilité pénale des forces de l'ordre faisant usage d'arme pour empêcher un ou plusieurs meurtres.

Comme *Révolution communiste* l'avait annoncé, l'union nationale, la générosité budgétaire pour l'appareil répressif de l'État, le recrutement à tour de bras de soldats et de policiers représente un danger pour le mouvement ouvrier et la jeunesse. Depuis mars, le gouvernement PS-PRG s'en est servi pour matraquer systématiquement les jeunes laissés sciemment isolés par les directions syndicales.

Le gouvernement utilise sans hésiter les corps de répression qui ont violemment chargé les grévistes et militants rassemblés à Fos-sur-mer, à Lorient, Vannes, au Grand-Quevilly, à Cournon-d'Auvergne, etc. Sarkozy n'avait pas fait autre chose en 2010, réquisitionnant même certains salariés grévistes. Il peut le faire car il n'a pas face à lui la force unie du prolétariat dressé dans la grève générale, mais un éparpillement de luttes site par site, malgré le courage des piquets et la solidarité de salariés d'autres secteurs.

Les « casseurs » sont bien pratiques pour le gouvernement, mais ce n'est qu'un prétexte pour avancer méthodiquement vers l'instauration d'un État policier. Interdiction individuelle de participer à des manifestations, présence de plus en plus massive de flics en civil dans les manifestations, organisation d'une manifestation des syndicats réactionnaires de policiers contre la « haine anti-flics » soutenue par le gouvernement et les partis bourgeois (LR, FN, UDI..), campagne médiatique jusqu'à l'écoeurement autour de la voiture de police incendiée en marge de cette manifestation alors que les multiples brutalités policières ne font pas la une des journaux télévisés.


Retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri ! Boycott de sa mise au point !

Pour le retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri, les AG doivent imposer l'appel à la grève générale contre le gouvernement !

Pour vaincre le gouvernement : rompre le « dialogue social », s'organiser pour se défendre et imposer la grève générale !

Grève générale jusqu'au retrait !

Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour la grève générale jusqu'au retrait du projet !

Martinez, Mailly, appelez à la grève générale !

Tracts diffusés par le GMI en avril et en mai

Mailly et Martinez, un pied dans les piquets de grève, un pied chez les CRS

Martinez et Mailly, qui ont accepté de discuter avec le gouvernement et le patronat du projet de loi travail, qui refusent d'appeler à la grève générale, défendent les mercenaires de la classe capitaliste (dont la moitié vote FN).

> *« Bien sûr que oui, nous condamnons toutes les violences » a déclaré le numéro un de la CGT sur France 2, invité à dire s'il condamnait celles visant les forces de l'ordre... « En même temps, il y a eu des violences policières », a-t-il souligné, tout en ajoutant qu'elles « peuvent s'expliquer ». Il a évoqué l'absence d'ordres donnés aux policiers pour contenir les débordements et les sous-effectifs. « C'est pour cela que la CGT police manifestera aussi mercredi » avec les gardiens de la paix, appelés par l'ensemble de leurs organisations à se rassembler à Paris pour dénoncer la haine anti-flic.* (*AFP,* 12 mai)

> *« Moi je ne remets pas en cause les policiers », a déclaré Mailly sur RTL, rappelant qu'il avait condamné l'affiche controversée d'un syndicat... ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain », a expliqué le leader de FO. « Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manifs aujourd'hui, l'Euro 2016 demain », a-t-il ajouté... « Donc je n'incrimine pas les policiers », a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre la haine anti-flic.* (*AFP,* 16 mai)

Non content de matraquer et de gazer les jeunes et moins jeunes manifestants, d'user de divers stratagèmes pour disloquer les manifestations comme celle du 1er mai à Paris, le gouvernement appelle maintenant les organisations syndicales *« à prendre leurs responsabilités »* pour marcher main dans la main avec la police.

> *Si, à chaque manifestation, il y a aujourd'hui des casseurs, on doit s'interroger sur la pertinence d'un certain nombre de ces manifestations. En tout cas, les services d'ordre syndicaux, avec le soutien bien sûr de la police, doivent prendre toutes les mesures pour empêcher les casseurs de se mêler à la foule des manifestations.* (Manuel Valls, 19 mai)

Dans la plupart des grandes villes, les dirigeants syndicaux ont abandonné le centre-ville sur injonction du préfet. Le gouvernement peut persister dans son projet, dénoncer les grèves, réprimer les travailleuses et travailleurs en lutte car l'intersyndicale défend les forces de répression et refuse de se prononcer pour la grève générale. Pourtant, ce que disent les grévistes des raffineries, c'est qu'il faut bloquer l'économie pour faire céder le gouvernement. Or, qu'est-ce que le blocage de l'économie, sinon la grève générale ?

Pour une issue victorieuse : grève générale jusqu'au retrait !

L'issue de la bataille engagée par des millions de salariés, de chômeurs, d'étudiants et de lycéens en formation pour le retrait de la loi El Khomri n'est pas encore scellée.

Malgré tous les obstacles mis par les appareils pour empêcher l'affrontement avec le gouvernement, la classe ouvrière et la jeunesse continuent de résister au pouvoir et au capital. Elles ont facilement imposé le mot d'ordre de retrait pur et simple du texte, contre les tenants de la discussion pour une bonne réforme, sans pour autant imposer la rupture des négociations entre les directions syndicales et le gouvernement.

Mais, à cause du bloc des bureaucrates, des sociaux-patriotes et de tous leurs flancs-gauches, les masses ne parviennent pas jusqu'à présent à déborder le cadre des « journées d'action » symboliques et des « blocages » dispersés. Tel est le prix à payer pour l'absence d'une internationale ouvrière révolutionnaire et d'une organisation communiste révolutionaire d'envergure nationale.

De l'issue de ce combat ne dépend pas seulement la mise en place ou non de la loi El Khomri. L'échec du mouvement sur les retraites de 2010, à cause de méthodes qui sont de nouveau employées aujourd'hui, a fait reculer le mouvement ouvrier pendant plus de 5 ans, introduisant le découragement et la lassitude, permettant au parti fascisant de grossir.

Si la classe ouvrière et la jeunesse en formation imposent la grève générale, le gouvernement capitulera probablement en rase campagne. L'atmosphère, dans les entreprises, les administrations, l'université changera ; les luttes seront encouragées ; la perspective du socialisme reprendra corps. À l'inverse, si comme en 2010, ce combat n'aboutit pas, un nouveau recul, plus important encore qu'en 2010, frappera le mouvement ouvrier et donnera des ailes à la bourgeoisie.

Le temps presse : dans les syndicats, dans les assemblées générales, les travailleuses, les travailleurs et les jeunes doivent imposer la grève générale, l'élection de coordinations locales, régionales et nationale, l'autodéfense des occupations et des manifestations.

24 mai 2016

Abrogation de toutes les lois de la « refondation » de l'école de Hollande & Valls !

2012 -2016 : la promesse du recrutement dans l'Éducation nationale

En 2012, la promesse électorale de rétablir une partie des 80 000 postes supprimés par Sarkozy dans l'Éducation nationale avait séduit nombre d'enseignants.

Officiellement, les deux gouvernements Hollande successifs ont embauché plus de 46 000 personnes dans l'Éducation nationale. Ce nombre inclut les postes du privé payés sur fonds publics : 750 supplémentaires rien qu'en 2016 (*Projet de loi des finances Éducation 2016*, p. 15). Alors que le nombre d'élèves augmente, la plupart des nouveaux professeurs sont encore en formation et les départs en retraite sont toujours importants. De nombreuses classes restent surchargées (en moyenne de 25 élèves par classe) et, en particulier dans les quartiers populaires, les absents ne sont pas remplacés.

Tous les postes supprimés par Sarkozy ne seront pas rétablis, notamment ceux de l'enseignement spécialisé : les réseaux d'aides aux élèves en difficulté (RASED) qui comprennent des psychologues scolaires et des professeurs formés pour les élèves ayant une difficulté ou un handicap. Pour faire bonne figure, la loi Peillon instaure des postes « fléchés » par la hiérarchie pour des classes ouvertes aux enfants de moins de 3 ans ainsi que des postes supplémentaires pour que deux professeurs enseignent dans des classes du CP au CM2. Mais ces postes ne sont pas généralisés dans les écoles ; seuls 2 000 postes « moins de 3 ans » ont été créés et 3 200 postes « Plus de maîtres que de classes » existent en 2016. A titre de comparaison, ce sont plus de 5 000 postes « Rased » qui avaient été supprimés par Sarkozy...

Motion soumise au congrès Snuipp-FSU des Hauts-de-Seine le 25 mai

Le congrès Snuipp-FSU 92, réuni les 24 et 25 mai 2016, se prononce pour le retrait du projet de loi El Khomri, sans discussion ni renégociation avec le gouvernement. Le congrès se prononce pour la grève tous ensemble jusqu'au retrait du projet. Il appelle la direction nationale du Snuipp-FSU et la fédération FSU ainsi que les confédérations syndicales à se prononcer, à appeler et à organiser la grève générale pour le retrait du projet de loi Hollande-Valls-El Khomri.

Rejetée par 4 pour, 16 contre, 2 abstentions

2013 : la loi Peillon allonge le temps de présence des travailleurs et creuse les inégalités entre élèves

Dès l'automne 2012, le gouvernement PS-EELV-PRG et le ministre Peillon présentent leur projet de loi « de refondation de l'école ». Il s'en prend, au prétexte de favoriser le rythme des élèves, aux conditions de travail des professeurs et des employés municipaux concernés tout en aggravant les inégalités entre communes. Les directions syndicales (FSU, CFDT, UNSA, CGT, FO, SUD...), loin de se prononcer pour la grève générale, dispersent la combativité des travailleurs des écoles maternelles et élémentaires dans plusieurs « journées d'action » avec le soutien du PCF, du PdG, du NPA, de LO, du POI, d'AL... En même temps, les chefs syndicaux continuent à collaborer avec le ministère, participent à l'élaboration du projet de loi puis à sa mise en application au sein d'un Comité de suivi (toujours en vigueur).

Si bien qu'à la rentrée 2014, la loi Hollande-Ayrault-Peillon impose l'ouverture des écoles le mercredi matin. La pause méridienne est rallongée (12 h – 14 h). Dans les faits, pour les élèves, il n'y a pas raccourcissement de la journée mais plus de garderie. Au passage, cette nouvelle organisation scolaire accentue les inégalités entre enfants suivant la richesse de la commune, suivant la capacité des parents à financer des activités périscolaires. Elle augmente la pression pour que les femmes renoncent à travailler ou continuent à subir temps partiels et salaires réduits.

Les municipalités s'immiscent davantage dans les écoles, via l'organisation des temps périscolaires rallongés et leur encadrement « petite enfance » co-pilote l'accueil des enfants de deux ans. Pour les travailleurs de l'enseignement, les enseignants, les ATSEM, cela signifie plus de temps à l'école sans augmentation de salaire. En plus, la loi permettrait de réduire les vacances scolaires puisque *« la durée de l'année scolaire... pourra évoluer au cours des prochaines années ».*

Mais ce n'est pas tout. Prétendant *« rétablir la formation des enseignants »* que Sarkozy avait saccagée, la loi instaure les « écoles supérieures du professorat de l'éducation » (ESPE). Totalement intégrées au cursus universitaire, les ESPE ne sont, en fait, que des licences et masters pour ceux qui se destinent à l'enseignement. Exit les Instituts de formation des maîtres, qui avaient déjà –mal– remplacé pédagogiquement les écoles normales qui formaient réellement au métier

les enseignants du primaire et qui versaient un salaire. Dorénavant, les étudiants en licence font des stages gratuits ; ; la formation en master consiste à être en stage avec une rémunération minable puis, une fois le concours acquis en fin de master 1, le titulaire stagiaire payé 1 400 euros de salaire lors de l'année master 2 doit valider son bac+5 et tout en étant dans l'obligation d'obtenir sa titularisation comme professeur.

Malgré le chômage de masse qui devrait pousser les étudiants vers la « sécurité de l'emploi », la vocation n'a pas été au rendez-vous ; peu de candidats à bac+5 pour des salaires de misère (un professeur débute à 1 400 euros nets). Depuis 2013, les jurys de concours de recrutement n'ont pas octroyé tous les postes d'enseignants faute de candidats ayant atteint les notes minimales, notamment en mathématiques et en allemand dans les collèges et les lycées...

2014 : l'abrogation des décrets protecteurs de 1950

Des décrets protégeaient depuis 1950 les professeurs certifiés et agrégés des collèges et des lycées en définissant leurs tâches comme de l'enseignement, à raison de respectivement 18 heures et 15 heures hebdomadaires devant les élèves. Les partis bourgeois et le patronat ont toujours dénoncé ces statuts car beaucoup trop protecteurs à leur goût. Tous vantaient l'Église catholique qui imposait dans ses 8 000 établissements de multiples tâches aux professeurs. Sarkozy comme Royal disaient vouloir faire travailler les enseignants 35 heures par semaine...

Tous les dirigeants syndicaux de l'enseignement secondaire (FSU, UNSA, FO, CFDT, Solidaires...) ont cautionné la mise en cause des décrets en discutant de novembre 2013 à mars 2014 avec Peillon.

> *Le ministère a envoyé aux syndicats les projets de décret remplaçant les textes de 1950 sur le statut. Les revendications syndicales ne portent que sur des détails. Ainsi le Snes reconnait des avantages au nouveau système imaginé par le ministre.* (*Café pédagogique*, 21 mars 2014)

Grâce au soutien des bureaucrates du SE-UNSA, du SNES-FSU et du SGEN-CFDT qui ont présenté le projet du gouvernement PS-EELV-PRG comme des avancées, celui-ci a abrogé les décrets de 1950 le 25 mars 2014 [voir *Révolution communiste* n° 5]. Le nouveau décret élargit les tâches que la hiérarchie (inspecteurs, principaux et proviseurs) peut imposer aux enseignants : rencontres avec les parents, suivi des élèves, réunions de travail, élaboration de multiples « projets »... Et les chefs d'établissement auront de quoi rémunérer les professeurs les plus zélés, les plus complices.

Voilà comment les enseignants du secondaire sont moins protégés dans leurs conditions de travail et toujours un peu plus en compétition entre eux... La responsabilité des directions syndicales est immense car elles ont toutes cautionné la mise en cause des décrets de 1950, qu'elles en aient accepté le projet final ou non.

Inutile de dire que le successeur de Peillon au ministère de l'Éducation nationale, Benoit Hamon, qui se présente aujourd'hui comme « frondeur » du PS, s'est bien gardé de revenir sur la loi contre les travailleurs du primaire et sur le décret contre les professeurs du secondaire.

2014 : la précarisation de l'éducation prioritaire

Le statut de ZEP donnait depuis 1981, au bénéfice des élèves des quartiers pauvres, des moyens supplémentaires : moins d'élèves par classe, primes aux professeurs, financements supplémentaires pour les lycées, les collèges et les écoles de la zone.

Peillon a ouvert en janvier 2014 des discussions avec les représentants des syndicats de l'enseignement sur les « zones d'éducation prioritaire » (ZEP). Najat Valleau-Belkacem, qui succède à Hamon, préside au remplacement des ZEP par les « réseaux d'éducation prioritaire » (REP) en décembre 2014, après un an de négociations avec les syndicats. Présentée par le gouvernement –et par toutes les directions syndicales– comme un progrès pour les plus démunis, leur modification a plusieurs objectifs.

Tout d'abord, les REP sont provisoires : pour 4 ans renouvelables. Avec Hollande, les ZEP deviennent précaires et à durée déterminée alors que la pauvreté, la désindustrialisation, le chômage, la discrimination envers les immigrés et leurs descendants s'accroissent.

Ensuite, la réforme permet de sélectionner les REP. Les lycées sont sortis des REP. En outre, il y a au sein des REP, des REP ordinaires et des REP+. Le nombre d'établissements en REP doit rester constant tout en divisant les professeurs et les parents : ceux qui entrent en REP, restent REP, ceux qui sont classés REP+, ceux qui en sortent, soit 200 collèges et les écoles qui leur sont rattachés perdent des moyens non négligeables.

Enfin, la mutation confère des pouvoirs aux principaux des collèges sur les écoles de leur zone scolaire.

2015 : la casse du collège unique

Pendant 3 ans, les gouvernements Hollande-Ayrault et Hollande-Valls ont associé toutes les directions syndicales (FSU, CFDT, UNSA, Solidaires, FGAF, FO, CGT...) pour attaquer le « collège unique » [voir *Révolution communiste* n° 11].

En dépit de tous les réactionnaires (dont le syndicat SNALC-FGAF), le collège propose depuis 1975 à tous les jeunes de moins de 16 ans une formation identique selon les mêmes programmes et avec des professeurs de même qualification, du moins officiellement. Hollande et sa ministre, prenant cyniquement appui sur le nombre d'élèves en situation d'échec scolaire, ont fait adopter des décrets qui liquident une partie des enseignements.

Alors que les professeurs du secondaire se rebiffent à leur tour contre cette attaque qui prolonge celle contre l'enseignement primaire, les chefs syndicaux les piègent avec plusieurs grèves limitées à 24 heures au cours du printemps 2015… sans jamais demander le retrait du projet. Le lendemain de la « journée d'action » du 19 mai, le gouvernement publie les décrets. Les élèves auront moins de cours, les professeurs auront plus de travail…

> *L'année prochaine, toutes les classes auront vingt-six heures de cours par semaine (hors option). C'est plus qu'en 5e aujourd'hui (+1 heure), mais c'est moins qu'en 6e (-1 heure), en 4e (-2 heures) et en 3e (-2 h 30). Au final, si l'on compare les grilles horaires réglementaires avant et après la réforme, on peut considérer que les élèves vont perdre 162 heures sur l'ensemble de leur scolarité au collège (soit un peu plus de six semaines de classe). La perte sera encore plus importante pour les élèves qui suivent des options. En effet, l'année prochaine, les sections européennes seront supprimées ; le latin deviendra un « enseignement de complément » – sorte d'option « light » – dans les collèges qui décideront de le maintenir ; les classes bilangues ne seront maintenues qu'en 6e et seulement pour les élèves qui ont suivi une autre langue que l'anglais au primaire. Enfin, s'agissant des heures de cours uniquement, dédiées aux disciplines, elles seraient, selon les opposants à la réforme, « grignotées » au profit de deux nouveaux dispositifs introduits par la réforme : l'accompagnement personnalisé et les enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI). Ces deux dispositifs ne venant pas s'ajouter aux cours classiques, mais étant « pris » sur leurs heures.* (*Le Monde,* 8 février 2016)

L'accompagnement personnalisé doit prendre 3 heures par semaine pour les 6e (puis 1 à 2 heures après) ; les EPI, outre leur organisation autonome et locale donc un enseignement qui n'est plus national, occupent jusqu'à 3 heures par semaine de la 5e à la 3e. Grâce à l'abrogation des décrets de 1950, les réunions entre professeurs seront imposées…

Sur le terrain, les professeurs se débrouillent, collège par collège. La concurrence dont bénéficient les établissements catholiques se généralise. Par exemple, le ministère contraint tous les collèges de Paris intra-muros à maintenir leurs classes bi-langues dès la 6e alors que la ministre a certifié qu'elles disparaitraient partout au titre de l'égalité ! Le collège sauce Hollande-Valls-Vallaud-Belkacem, loin de combattre les inégalités, ne fait que les développer.

Une école de plus en plus asservie au capital

En vérité, l'école de Hollande et ce malgré les tonnes de mensonges et les discours syndicaux mielleux, est destinée à rendre service aux véritables maîtres de la société actuelle : les capitalistes. D'une part, elle doit coûter le moins possible car la bourgeoisie refuse de payer pour l'enseignement public ; d'autre part, celui-ci doit être limité aux besoins des exploiteurs.

Les mesures de la « refondation de l'école » procèdent des mêmes principes qui ont produit le projet de loi El Khomri.

> *Ce n'est pas un gros mot que de dire que le monde professionnel est là aussi pour dire quels sont ses besoins, et qu'on adapte nos diplômes pour mieux outiller nos jeunes. Ce qui ne veut pas dire qu'on va devenir l'école de PSA, qui n'est qu'un partenaire parmi d'autres - je m'apprête d'ailleurs à signer une autre convention avec Renault. Le grand avantage de nos formations professionnelles, on ne le dit pas assez, c'est qu'elles développent chez nos jeunes la maîtrise des gestes professionnels (en cela, bénéficier des dernières techniques mises au point par nos grandes entreprises est évidemment un plus) mais aussi une culture générale (avec un programme qui n'est le fait que de la seule Éducation nationale), indispensable dans un monde professionnel en constante évolution.* (Najat Valleau-Belkacem, *Les Échos,* 2 décembre 2015)

Clairement dévoilés ici, les véritables buts du gouvernement ne sont pas de réduire les inégalités et de fournir les moyens de s'épanouir au plus grand nombre, mais de limiter le coût de la formation des exploités de demain tout en assurant la meilleure possible aux enfants des capitalistes, de la petite bourgeoisie urbaine et des enfants de ministres PS.

Cela passe par le maintien des filières de haute formation pour les enfants des actionnaires (notamment l'ENA qui produit des ministres et des grands patrons), des cadres dirigeants, des professions libérales mais moins de qualification pour les enfants du prolétariat, plus de travail pour les enseignants. En plus de nouveaux « campus des métiers » mettant en lien formateurs professionnels, patrons et lycées professionnels autour de filières régionales et spécifiques, la ministre

veut aussi rapprocher les collégiens de « l'entreprise » (en fait leurs propriétaires et dirigeants).

> *Pour mieux faire connaître la voie professionnelle, des jumelages seront aussi mis en place entre collèges, lycées professionnels et CFA (centres de formation d'apprentis) dès la rentrée 2016. « L'idée est que les enseignants de collège connaissent mieux la voie professionnelle et puissent bien en parler à leurs élèves », a précisé Najat Vallaud-Belkacem.* (*L'Étudiant,* 29 janvier 2016)

Les filières « pro » (soit 30 % des lycéens), « technologique » (plus de 20 % des lycéens) et l'apprentissage (plus de 400 000 jeunes chaque année) sont majoritairement constituées d'enfants d'ouvriers, d'employés, de petits paysans et de chômeurs.

Certes, la filière générale ouvre une possible poursuite de scolarité post-bac mais d'abord pour les étudiants pouvant financer leur inscription de plus en plus coûteuse (même dans les universités publiques), leur logement, leur transport… La grande majorité des étudiants vivent donc de petits boulots en plus d'être contraints aux stages mal ou non payés [voir *Révolution communiste* n° 14]. Ce qui explique la rage et la détermination de leurs luttes contre la réforme des lycées en 2005, la loi Villepin et son contrat première embauche (CPE) en 2006 et aujourd'hui contre le projet de loi contre le droit du travail.

L'ordre bourgeois inculqué aux enfants

Pour prévenir la révolte récurrente de la jeunesse, Valls et Hollande veulent aussi faire jouer aux enseignants le rôle de curés républicains, amoureux de la police et toujours prêts à faire entonner *La Marseillaise*. Valls ne s'en cache pas.

> *Refonder notre école, c'est aussi lui permettre de former, plus qu'elle ne le fait aujourd'hui, des citoyens éclairés, conscients de leur appartenance à une même Nation.* (Valls, Journées de la refondation de l'école, 3 mai 2016)

Les partis sociaux-patriotes (PCF, PS, PdG) et toutes les directions syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires inclus) ont soutenu l'union nationale avec le Medef, LR et le gouvernement en janvier 2015 et en novembre 2015. Profitant de l'état d'urgence, le gouvernement a sommé l'école et ses enseignants d'embrigader les enfants, de les mouler à la soumission à l'ordre établi alors que les inégalités se creusent, que le chômage de masse et la discrimination ravagent des petites villes et des quartiers.

Depuis la rentrée 2015, de nouveaux programmes de l'enseignement moral et citoyen (EMC) sont en vigueur, une heure par semaine dans le primaire et une demi-heure au collège, afin de *« transmettre les valeurs de la République »*. Pour y aider, 5 000 intervenants de la « réserve citoyenne » peuvent venir en classe pour promouvoir la loi et le respect de la République, celle-là même qui matraque et arrête les manifestants contre le projet de loi El Khomri.

Dernier étage de l'offensive contre le droit aux études : les nouveaux programmes de l'école, du cycle 1 (maternelle dès 3 ans) au cycle 4 (collège en classe de 3e à 15 ans), s'appliqueront en septembre 2016. De fait, ces programmes s'adossent au « socle de compétences et connaissances » instaurés en 2005 par Chirac et Fillon. Il s'inscrit dans les attaques que subit également l'enseignement supérieur visant à l'adapter aux besoins à court terme des patrons.

De même que le projet de loi travail du gouvernement ramène au 19e siècle, l'esprit des programmes est réactionnaire : justifier la nation, inculquer le chauvinisme. Les programmes d'histoire du primaire présenteront la préhistoire uniquement sous la forme des traces existantes en France ; exit le berceau africain de toute l'humanité, les innombrables migrations des premiers humains. En 5e, il n'est plus question de présenter une partie de l'histoire africaine ; seule une entrée avec la colonisation française est maintenant proposée. La présentation de l'islam disparait du programme de l'école primaire (cycle 3) pour n'être plus enseignée qu'en 5e (cycle 4) avec la *« chrétienté du 6e au 13e siècle »*, soit le bon temps des croisades… Enfin, exit aussi le chapitre de 3e explicatif sur les migrations au 20e siècle.

Pour une école émancipée et émancipatrice

> *Une éducation du peuple par l'État est chose absolument condamnable. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et surveiller, à l'aide d'inspecteurs d'État, l'exécution de ces prescriptions légales, c'est absolument autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Église.* (Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875)

Les gouvernements Hollande ont prolongé l'offensive de Sarkozy contre le droit aux études. À l'école comme ailleurs, Hollande est au service des capitalistes. Mais son gouvernement ne peut le faire depuis 4 ans qu'avec l'aide précieuse et décisive des directions syndicales qui participent à l'élaboration, à la négociation et l'application des mesures et lois gouvernementales tandis que les parlementaires du PS les ratifient de même qu'ils reconduisent chaque année les budgets

publics pour les établissements aux mains de l'Église catholique. Ce financement d'une institution qui a combattu la science durant des siècles, persécuté les minorités religieuses et athées, servi la monarchie, justifié la colonisation, soutenu le maréchal Pétain de 1940 à 1944, qui a mobilisé contre le mariage homosexuel en 2013, est scandaleux. Il l'est d'autant plus que ce sont les travailleurs salariés qui supportent le plus la fiscalité [voir *Révolution communiste* n° 8] alors que les « ouvriers » et les « employés » sont les catégories sociaux-professionnelles qui, selon l'INSEE, ont le moins de pratique religieuse, toutes religions confondues : 10 % à la fin du 20e siècle (*Insee Première*, mars 1998, il n'y a pas de statistique plus récente).

Le gouvernement Hollande-Valls et la majorité parlementaire PS-PRG octroient plus de 7,5 milliards d'euros chaque année à l'Église catholique.

> *La puissance publique finance sa propre concurrence ! C'est ce qui se passe depuis plus de 50 ans avec la Loi Debré de 1959 qui organise le financement public des écoles privées sous contrat d'association avec l'État. 97 % des établissements privés ont contracté depuis pour profiter de la manne : paiement de leurs enseignants et de leur formation sur le budget de l'Éducation nationale, paiement de l'ensemble de leurs frais pédagogiques et de fonctionnement (entretien, chauffage, électricité, mobilier…) par les collectivités territoriales et dans certains cas participation aux investissements immobiliers. Il en coûte 7,081 milliards d'euros au budget Éducation pour 2013 auxquels il faut ajouter 558 millions au budget de l'Agriculture… tandis que 500 communes sont encore sans école publique.* (*Mediapart,* 3 avril 2013)

Les travailleuses et les travailleurs de l'enseignement ont besoin, comme les autres salariés, d'une seule centrale syndicale, une CGT unifiée de lutte de classe avec droit de tendance. Ils ont besoin de syndicats non sur la base de métiers mais qui organisent tous les travailleurs d'un établissement et d'une zone d'enseignement public.

Le rassemblement des communistes dans une organisation révolutionnaire, pour construire l'internationale et le parti ouvriers révolutionnaires, est nécessaire pour unifier et transformer le syndicalisme. Actuellement, le PS gouverne pour le capital contre le travail ; le PCF et le PdG défendent la police et structurent les bureaucraties syndicales de participation et de « journées d'action », le PCF et le PdG défendent *« la France »* et détournent le mécontentement populaire contre l'étranger (« Bruxelles », l'Allemagne, les États-Unis…). LO, le NPA, les deux POI, AL… béquillent les bureaucraties syndicales ; quand ils codirigent ou sont à la tête d'un syndicat de l'enseignement (FSU, SUD Éducation, SNFOLC…), celui-ci accepte le « dialogue social », les « journées d'action », les « reconductibles » site par site. Aucun courant de la FSU, même ceux qui dénoncent le « dialogue social » et le « syndicalisme de proposition » (Émancipation, Front unique), ne se prononce pour la grève générale contre le projet de loi travail.

Si la classe ouvrière empêche le projet de loi travail, les conditions de la lutte des travailleurs de l'enseignement public et des travailleurs en formation seront plus favorables. Au sein des syndicats, dans les assemblées générales, par des comités élus, des coordinations locales, régionales et nationale, les enseignants, les autres travailleurs de l'enseignement, les étudiants, les lycéens doivent s'organiser pour interdire toute collaboration avec le gouvernement, imposer la grève générale pour défaire Hollande.

- augmentation des salaires !
- rétablissement des réseaux d'aide aux élèves et de tous les postes supprimés !
- abrogation des lois et décrets réactionnaires infligés à l'école depuis 2012 et auparavant !
- baisse des effectifs dans les classes !
- titularisation des précaires !
- aucune expulsion d'élève étranger !
- expropriation de l'enseignement privé !

Mais le droit à la formation à la fois pratique et théorique, la liberté pédagogique, la liberté de la recherche, leur financement, ne seront garantis que si la société est libérée, par une révolution sociale, du profit, du grand capital et du militarisme.

19 mai 2016

L'impérialisme français dans l'Océan indien

1945-2009 : la bourgeoisie française isole les Comores de Madagascar et les divise

Mayotte (Maoré en shimaoré) est un ensemble d'îles situé dans l'archipel des Comores de l'océan Indien. Au XIIIe siècle, des Persans les colonisent, y apportant la religion musulmane et les reliant au commerce international. Les dialectes comoriens (shimaorés) sont de la famille d'une grande langue africaine, le swahili. La classe dominante est esclavagiste et éclatée géographiquement, chaque île ayant son sultan. Au XIXe siècle, les Comores sont colonisées par la France : Mayotte est achetée en 1841 au sultan Andriantsoly et le reste de l'archipel est soumis en 1886. Entretemps, en 1847, la monarchie française abolit l'esclavage à Mayotte (la moitié de la population) pour y développer le capitalisme. En effet, les rapports d'exploitation antérieurs sont bouleversés, mais l'économie locale est limitée par la taille de l'archipel et déformée par la domination française. La classe capitaliste est largement extérieure aux colonies (les groupes capitalistes dominants sont ceux de la métropole) et la bourgeoisie locale est en outre divisée entre colons français et capitalistes autochtones, plus agricoles et commerçants qu'industriels.

Dès son apparition sur la base de l'écrasement de la Commune de Paris, la « République » idéalisée par le PS, le PCF, le PdG et les POI est brutalement coloniale. Le gouvernement de Front populaire (PS-PR soutenu par le PCF) de 1936 ne fait pas exception, ni le gouvernement d'union nationale (MRP-PS-PCF) en 1945 qui écrase les soulèvements d'Indochine en 1945-1946 et d'Algérie en 1945. Le PS fait partie du gouvernement qui réprime de manière sanglante le peuple de Madagascar en 1947-1948 en utilisant des troupes réunionnaises.

La puissance coloniale s'emploie à séparer La Réunion et les Comores de Madagascar puis Mayotte des autres Comores. En 1946, La Réunion est classée dans les départements d'outre-mer, avec d'autres petites îles du monde où l'indépendance parait difficile et où le quadrillage policier s'avère efficace. En 1958, Madagascar devient autonome. La population des Comores refuse l'indépendance lors d'un référendum organisé par l'État colonial en 1958. En 1960, Madagascar devient formellement indépendante. En 1974, sous la pression de l'ONU, l'État français organise un nouveau référendum sur l'ensemble de l'archipel des Comores. La population de Grande Comore, d'Anjouan et de Mohéli se prononce très majoritairement (plus de 90 %) pour l'indépendance, mais celle de Mayotte vote nettement pour le maintien au sein de la France (64 %). L'explication tient, d'une part, à un particularisme (une certaine méfiance envers les autres îles) et, d'autre part, à l'aspiration à bénéficier de l'emploi, des salaires, de la santé et de l'éducation français, selon le même mouvement qui pousse chaque année des millions de personnes à émigrer ou les habitants de Porto-Rico à choisir d'être rattachés aux États-Unis (référendums de 1967, 1993, 1998, 2010).

L'État impérialiste français reconnait l'indépendance de l'Union des Comores, un État proclamé par les classes dominantes locales (grands propriétaires fonciers, capitalistes) qui fait référence à l'islam. L'Union des Comores revendique toutes les îles, avec l'appui de l'Union africaine et de l'ONU. L'État français passe outre et divise l'archipel en s'appuyant sur un second référendum qui confirme en 1976 le choix de la population de Mayotte de rester rattachée à la France. La population ratifie le statut par un référendum en 2009 (plus de 95 % de oui, même si l'abstention est forte : 43 % des électeurs).

Vus la taille du pays, son éclatement géographique et l'arriération de l'économie, l'Union des Comores est politiquement instable : presque une vingtaine de tentatives de coups d'État entre 1975 et 2009, dont la France et l'Afrique du Sud tirent parfois les ficelles. Même si la jeunesse qui fait des études aux Comores apprend désormais l'anglais, et pas simplement le français, la France attire toujours des migrants (concentrés à Marseille et à La Réunion).

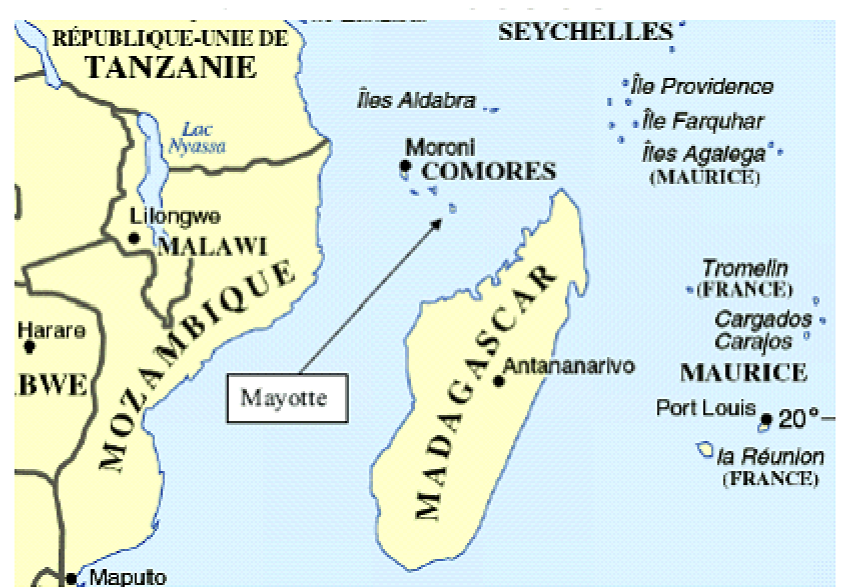
> *Estimée à près de 300 000 personnes, rien qu'en France, la diaspora comorienne contribue chaque année à près de 20 % du PIB.* (*Jeune Afrique,* 21 janvier 2016)

2011 : Mayotte, département français

Le 31 mars 2011, Mayotte devient officiellement un département français et une « région d'outre-mer », comme la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion.

Mayotte paraît plus accessible aux migrants des Comores, malgré les expulsions (plus de 19 000 en 2014) et le danger des traversées.

> *Difficile pour les Comoriens de résister à l'attraction qu'exerce le 101e département français, perçu comme un îlot de prospérité dans la sous-région, avec un PIB par habitant presque dix fois supérieur à celui de l'archipel. Chaque année, plusieurs milliers de Comoriens tentent de pénétrer clandestinement sur l'île. Au prix d'une véritable tragédie humanitaire puisque pas moins de 12 000 per-*



sonnes auraient péri en 20 ans lors de la traversée du canal du Mozambique, selon les estimations de l'ONU. Plus de 70 000 sans-papiers comoriens vivraient actuellement sur Mayotte, soit un tiers de sa population. (*Jeune Afrique*, 21 janvier 2016)

La population de 212 000 habitants en 2012 a triplé depuis 1985, bien que beaucoup de jeunes tentent leur chance à La Réunion et en « métropole » (la France d'Europe). La proportion « d'étrangers » (*sal komor*) est importante au Port, à St Louis, au Chaudron de St Denis, mais il s'agit en fait d'autres Comoriens.

En 2012, 84 000 étrangers résident à Mayotte, qu'ils y soient nés ou non ; 95 % d'entre eux sont de nationalité comorienne. En cinq ans, le nombre d'étrangers a augmenté moins vite que l'ensemble de la population (+12 % contre +14 %). Ainsi, la part des étrangers se stabilise à 40 %. (*Insee Première*, février 2014)

Le département compte plus de 3 000 mineurs isolés, ce qui alimente la délinquance. La prospérité de Mayotte est toute relative.

Le PIB par habitant, bien qu'ayant augmenté de 65 % entre 2005 et 2011, ne s'élève qu'à 7 900 euros, contre 31 500 au niveau national et 18 900 euros à La Réunion. (Cour des comptes, *Rapport,* 16 janvier 2016)

Il n'y a guère d'accumulation locale du capital, la sphère du capital se réduisant au commerce et au bâtiment.

À Mayotte, plus d'une personne occupant un emploi sur deux travaille dans un établissement administratif, d'enseignement, de santé ou d'action sociale. Ce secteur recouvre pour l'essentiel de l'emploi public. L'importance de l'emploi public dans l'emploi total s'explique principalement par le très faible niveau de l'emploi privé. (*Insee Première,* février 2014)

Malgré les progrès de la scolarisation, la force de travail reste peu diplômée contrairement aux Antilles.

En 2012, parmi les 15 ans ou plus, un habitant de Mayotte sur trois n'a jamais été scolarisé (contre moins de 2 % en France métropolitaine), et encore un jeune de moins de 30 ans sur cinq. (*Insee Première,* février 2014)

Effort budgétaire de l'État par habitant dans les DOM

	Effort budgétaire en 2014 (en M€)	Population 2014 (*)	Effort budgétaire par habitant (en €)
Guadeloupe	2 296,34	403 750	5 688
Martinique	2 179,68	381 326	5 716
Guyane	1 607,41	250 377	6 420
La Réunion	4 504,78	844 994	5 331
Mayotte	889,04	224 283	3 964

Source : Cour des comptes

Le taux de chômage officiel était de 36,6 % en 2014.

Le taux de chômage des moins de trente ans s'élève à 41,4 % et augmente de +4,9 points en un an. Les jeunes femmes sont particulièrement touchées avec un taux de chômage de 46,5 % contre 36,5 % pour les jeunes hommes. (*Insee Analyses*, février 2015)

Le salaire médian était de 384 euros en 2012. En 2016, le salaire minimum (smic) est de 1 141 euros pour 39 heures hebdomadaires contre 1 466 euros pour 35 heures. Le salaire moyen est de 20 % inférieur à la France, alors que la plupart des prix sont plus élevés. Le RSA est moitié moins : 268 euros contre 549 euros (un parent isolé avec 2 enfants touche 556 euros contre 1 121). En outre, en un an, les prix ont augmenté de 0,3 % dans le département alors qu'ils ont baissé de 0,2 % sur la totalité de la France.

En 2009, les travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique déclenchent une grève générale contre la vie chère [voir *Combattre pour en finir avec le capitalisme* n° 16 & *Révolution socialiste* n° 30] ; en 2011, c'est le tour de ceux de Mayotte [voir *Combattre pour en finir avec le capitalisme* n° 24 & *Révolution socialiste* n° 36]. En outre, les travailleurs de la fonction publique de Mayotte, majoritaires chez les salariés, se mobilisent en 2013 contre la vie chère.

Le 6 novembre 2015, un mouvement *« pour l'égalité réelle »* avec les travailleurs de France débute. Comme à Air France en métropole, les directions syndicales l'arrêtent pour respecter l'état d'urgence qu'elles soutiennent toutes, en compagnie des partis sociaux-patriotes (PS, PdG, PCF).

17 avril 2016

La grève générale de mars-avril à Mayotte



Le 30 mars, les travailleurs débordent les directions syndicales

Le 30 mars, à l'appel d'une intersyndicale constituée des principaux syndicats (CGT, FO, FSU, FAEN, CFDT, Solidaires), les salariés des secteurs public et privé se sont mis en grève. Comme lors de la puissante grève de 2011, les exploités demandent que les conventions collectives, le droit du travail, les prestations sociales et les pensions de retraite soient les mêmes qu'en France, que le droit aux soins et aux études soient identiques, que les salaires soient indexés au coût de la vie.

La grève est reconduite le 31 mars par l'intersyndicale qui appelle, sous la pression de la base, à bloquer les principales routes et les deux principales îles de Mayotte (Petite-Terre et Grande Terre). Les femmes, les jeunes et les chômeurs participent massivement aux manifestations et aux barrages. Alors que l'intersyndicale est reçue par les élus et par le Préfet et qu'elle appelle à la non-violence, les gendarmes attaquent les barrages.

> *Malgré le soutien des élus, les mobilisations ainsi que les blocages des différents secteurs de l'île (une dizaine tenue par les grévistes ce lundi 11 avril), le gouvernement ne semble pas vouloir entendre la demande de l'intersyndicale et dépêcher en urgence un émissaire dans le département afin d'ouvrir les négociations avec l'intersyndicale… Cette demande de dialogue social ne parait pas insurmontable. Le Préfet ne peut pas soutenir qu'il maîtrise la situation en envoyant des informations incomplètes à Paris. D'autant que l'adhésion de la population est de plus en plus marquée au vu de la multiplication des points de blocages. Jusqu'à ce jour, l'intersyndicale a su contenir les débordements, ce qui risque de ne plus être le cas si le gouvernement ne réagit pas…* (Intersyndicale de Mayotte, *cgteducationmayotte.com,* 11 avril 2016)

En réalité, le gouvernement a rapidement déployé des blindés et des gendarmes supplémentaires, venus de La Réunion, dans le but de briser le mouvement. De nombreux jeunes sont arrêtés et condamnés immédiatement.

Au lieu d'organiser la défense contre les forces de répression et d'appeler à la grève générale jusqu'à l'obtention des revendications, les directions syndicales continuent à négocier avec le préfet qui envoie les gendarmes en concertation avec le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve et se contente de reconduire quotidiennement le mouvement, sous la pression de la base.

Les bureaucrates syndicaux et les partis « réformistes » locaux, étant incapables de mettre en cause l'ordre « républicain » et de postuler au pouvoir sur la base de la mobilisation des travailleurs, sont paniqués devant la campagne des médias et le chantage des autorités qui demandent la fin de la grève et des barrages en prétextant des exactions de délinquants. Ceux-ci, comme les « casseurs » en France, mais à plus grande échelle vu l'ampleur du chômage et de la misère, profitent de l'occasion pour piller et détruire, avec une certaine complaisance des forces de répression.

L'accord du 13 avril des dirigeants syndicaux avec le gouvernement

Les partis sociaux-impérialistes français tiennent aux confettis de l'empire colonial qui sont autant d'atouts pour l'impérialisme français dans la compétition mondiale. Alors que la victoire exige le soutien total du mouvement ouvrier de métropole et la jonction avec les travailleurs et la jeunesse en lutte au même moment contre le projet de loi Hollande-Valls-El Khomri, le PCF soutient une solution respectueuse de l'État bourgeois et de la domination française.

> *Le gouvernement français vient de proclamer l'égalité réelle pour tous les territoires d'outre-mer. Le premier acte de cette affirmation doit être l'ouverture de réelles négociations. C'est ce qu'exige le PCF.* (*www.pcf.fr,* 13 avril 2016)

Le PS se tait en tant que parti, tant il est vrai que le gouvernement, le Préfet et les forces de répression parlent et agissent pour lui. Les chefs syndicaux, Martinez (CGT), Mailly (FO), Groison (FSU) et compagnie n'organisent pas la solidarité ouvrière. Après une semaine de grève générale, la direction nationale de FO s'en remet au gouvernement.

> *Pour Force Ouvrière, il ne s'agit pas de parler simplement d'égalité réelle mais de la réaliser. Elle appelle le gouvernement et les pouvoirs publics à pren-*

> *dre rapidement en compte les revendications des salariés et rappelle sa volonté d'un véritable dialogue social.* (FO, 8 avril 2016)

La direction nationale CGT attend 13 jours pour se déclarer solidaire tout en indiquant que *« l'ouverture du dialogue et de la négociation sociale sont plus que jamais nécessaires »* (13 avril).

Les bureaucrates syndicaux mahorais ont bien appris de leurs chefs parisiens. Dès que Hollande et Valls les sifflent, ils s'envolent pour Paris tout en conseillant aux grévistes de rester désarmés face aux matraques, aux fusils et aux blindés de la gendarmerie de Cazeneuve.

> *L'intersyndicale a décidé de répondre favorablement à la proposition du gouvernement au sujet du rendez-vous pour une réunion le vendredi 15 avril au ministère des outre-mer... De même, consigne est donnée aux manifestants de ne pas s'interposer lorsque les forces de l'ordre lèvent des barrages.* (Intersyndicale de Mayotte, *cgteducationmayotte.com,* 13 avril 2016)

Après plusieurs heures de table ronde, les dirigeants syndicaux se félicitent de l'accord signé avec Pau-Langevin, la ministre PS « des outre-mer », qu'ils présentent comme *« des avancées ».*

En guise d'accord, ce n'est qu'un simple relevé de conclusions. Il n'accorde aucune des revendications d'alignement sur les acquis sociaux français. Il affirme que le Code du travail s'appliquera le 1er janvier 2018 mais c'était déjà prévu ! Et, de son côté, le Medef local exige que l'exonération des charges soit totale jusqu'en 2021. Quant aux reconnaissances des carrières des fonctionnaires locaux (intégrant la période d'avant 2011, quand la colonie a été transformée en département), à l'indexation des salaires, l'alignement des conventions collectives sur celles en vigueur en France, tout cela reste... à négocier. Rien sur les revendications concernant l'alignement des prestations sociales, l'embauche de professeurs, de médecins, d'infirmiers, les constructions d'écoles et d'hôpitaux. Autant dire que les travailleurs ne verront pas leurs conditions de vie s'améliorer !

Comment faire pour gagner ?

Il a manqué aux travailleurs de Mayotte ce qui manque nationalement pour arracher le retrait du projet de loi El Khomri, la grève générale jusqu'à la victoire. Pour vaincre le gouvernement, il faut l'auto-organisation, l'élection et la révocabilité de ceux qui parlent au nom des travailleurs, donc constituer un parti ouvrier révolutionnaire qui se batte pour la grève générale, une centrale syndicale unifiée et démocratique, des conseils ouvriers et populaires.

En rentrant à Mayotte, les bureaucrates syndicaux mahorais ont eu pour mission de la part de leurs véritables maîtres, la bourgeoisie et le gouvernement français, de faire lever les barrages et de suspendre la grève. Procédant très peu démocratiquement, les misérables chefs de l'intersyndicale ont fait avaliser leur trahison à l'assemblée générale houleuse. Ils s'en sont tirés à bon compte, malgré la protestation d'une partie des grévistes (qui ne pouvaient s'appuyer sur aucun parti ouvrier révolutionnaire), en promettant de surveiller la tenue de promesses d'un gouvernement ennemi des travailleurs.

> *« Si le gouvernement ne fait pas un geste, on va vers la guerre civile », n'hésite pas à pronostiquer le négociateur de la FSU. « Si le mouvement continue, il devient incontrôlable. Ils risquent de mettre le feu à l'île. »* (*Le Monde,* 16 avril 2016)

Tant que Mayotte est rattachée à la France et que de nombreux Comoriens vivent et travaillent en métropole et à La Réunion, le prolétariat mahorais est lié à celui de France. Pour cela, l'avant-garde des travailleurs et des étudiants de Mayotte doit participer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire à Mayotte mais aussi à La Réunion et en France, d'une internationale ouvrière révolutionnaire en France, à La Réunion, aux Comores, à Madagascar, aux Seychelles, au Mozambique, en Tanzanie, au Kenya, en Afrique du Sud...

Pour obtenir l'égalité réelle, les travailleurs et la jeunesse doivent s'organiser pour imposer leur volonté aux dirigeants syndicaux ou les chasser s'ils refusent.

Par le contrôle populaire sur la production et la distribution, les assemblées générales dans les entreprises, les administrations et les lieux d'études, l'élection de comités locaux et leur centralisation, les travailleurs ouvriront une perspective à tous les exploités de Mayotte, des Comores, de La Réunion et de Madagascar. Appuyés sur ces comités et leur centralisation, les travailleurs et les jeunes organiseront leur propre service d'ordre afin d'assurer la défense contre la gendarmerie et les délinquants.

Une telle organisation de la lutte posera alors la question du pouvoir des travailleurs, de l'expropriation des capitalistes, de l'ouverture des frontières et de l'extension de la révolution à toute la région, débouchant sur la Fédération socialiste des îles du sud-ouest de l'Océan indien, partie intégrante des États-Unis socialistes d'Afrique.

19 avril 2016

L'émancipation totale des femmes passe par le communisme



Asservissement sexuel et supplément de travail

Tout en affichant la plus grande pruderie, les dirigeants islamistes du Califat de Daech transforment en esclaves sexuelles les femmes des minorités religieuses.

Des milliers de réfugiés, tant hommes que femmes, se noient chaque année en Méditerranée à la suite de la fermeture des frontières par les gouvernements européens. En outre, des milliers de filles et de femmes qui survivent sont violées par les passeurs et les membres des forces de répression, des milliers de mineurs tombent dans les mains des mafieux, des proxénètes.

L'espace public n'est toujours pas mixte dans le Maghreb et le Machrek, le patriarcat méditerranéen y étant renforcé par la version la plus réactionnaire de l'islam (wahhabisme, salafisme) répandu dans le monde entier par les monarchies du Golfe. Même ailleurs, comme le sait toute jeune fille et toute femme, il reste un terrain d'agressions diverses par des hommes. La violence sexuelle a été utilisée systématiquement par des délinquants, des bigots et des policiers contre les manifestantes du Caire depuis 2011. Des voyous ont agressé en bande les femmes qui participaient à la Fête de la bière en septembre 2015 et au Carnaval de Cologne en février 2016.

Une actrice marocaine a été agressée en novembre 2015, avec la complicité de la police, pour un rôle dans le film *Much Loved*, puis refusée de soins dans des cliniques. Plusieurs militantes du principal parti écologiste français ont dénoncé en mai le harcèlement sexuel du vice-président EELV de l'Assemblée nationale, Baupin. En juillet 2012, des dizaines de députés LR avaient tenu des propos graveleux à l'égard de la ministre Duflot qui portait une robe à fleurs. Jamais des politiciens mâles n'ont à affronter de tels comportements. En mai 2011, le directeur du FMI (et le meilleur candidat du PS à l'élection présidentielle) Strauss-Kahn agressa sexuellement une travailleuse d'un hôtel à New York.

En novembre 2015, un fasciste chrétien a attaqué un centre du planning familial qui pratiquait des avortements à Colorado Springs (États-Unis) : trois morts, neuf blessés. Le 19 avril 2016, une femme de 27 ans a été condamnée à 8 ans de prison par le tribunal de Tucuman (Argentine) pour un avortement supposé. L'Église catholique réclame l'interdiction totale de l'avortement en Pologne.

Si on examine les positions de pouvoir et d'argent dans les pays impérialistes, grands patrons, députés, sénateurs, hauts fonctionnaires, on y voit majoritairement des hommes, généralement plutôt âgés. Par contre, les emplois les plus mal payés sont souvent dans des « métiers féminins » et les contrats précaires ou à temps partiel sont majoritairement occupés par des femmes.

> *Les femmes, de plus en plus qualifiées, représentent aujourd'hui 39 % des cadres contre 30 % il y a vingt ans. Parallèlement, la structure de l'emploi non qualifié, qui regroupe un salarié sur cinq, a changé : de plus en plus tertiaire, cet emploi est également plus féminin qu'il y a vingt ans. Il est occupé à 62 % par des femmes aujourd'hui, contre 56 % en 1990… Elles restent également trois fois plus souvent en sous-emploi que les hommes, sans que l'écart ne se réduise vraiment… Le marché du travail reste très clivé selon le sexe : peu de métiers approchent la parité.* (INSEE, *Femmes et hommes, regards sur la parité,* 2012)

Au sein des ménages, la carrière de la femme est souvent subordonnée à celle de l'homme. Le travail non payé de gestion du ménage et d'éducation des enfants reste majoritairement assuré par les femmes, même dans les pays avancés comme la France. Chaque jour, en moyenne, les femmes accomplissent 78 minutes de plus de travail domestique que leurs compagnons.

Si on regarde les pays dominés, les filles sont beaucoup plus souvent que les garçons privées de scolarité, devant travailler pour leur famille sans acquérir une instruction. Parfois elles sont mariées très jeunes, afin de

servir la stratégie de leur père et d'être dociles comme épouses et mères. De nombreuses femmes subissent la violence brutale des bigots et des partisans de la « tradition ». Dans des théocraties islamistes comme l'Arabie saoudite et d'autres alliés des « démocraties » occidentales, les femmes sont traitées comme d'éternelles mineures, placées sous la tutelle de leurs pères, frères et maris.

Toutes les sociétés de classes oppriment les femmes

Le capitalisme, tout comme la féodalité du Moyen-Age, le « mode de production asiatique » et l'esclavage antique, est une société basée sur l'exploitation par une classe dominante, propriétaire des moyens de production, du travail d'une classe dominée. Dans toutes ces sociétés, l'exploitation des travailleurs se combine avec la domination de l'homme sur la femme. Dans la classe dominante, l'homme est propriétaire et il commande, comme maître d'esclaves, seigneur féodal, patron, César, prince, homme politique, général, etc. Par contre, la femme a pour rôle premier de donner à son mari des héritiers légitimes et de les éduquer dans les valeurs de sa classe ; accessoirement, elle commande les travailleurs domestiques. Chez les princes, la chasteté de l'épouse a toujours été strictement contrôlée, et ses infidélités sévèrement réprimées, contrairement à celles de son noble mari qui pouvait prendre des maîtresses à sa guise. Dans la classe dominée, l'homme fournit sa force de travail au profit de son exploiteur, tandis que la femme mène une vie de double esclave, fabriquant la nouvelle génération de travailleurs et en même temps assurant les tâches les moins qualifiées.

Un tel état de choses ne procède pas de la « nature humaine ». Dans plusieurs anciennes sociétés tribales, qui ne connaissaient ni les classes sociales ni la propriété privée des moyens de production, les femmes jouissaient de nombreuses prérogatives, et d'un statut respecté. Un exemple célèbre est donné par la confédération des Iroquois étudiée par Lewis Morgan au 19e siècle, où les femmes administraient les richesses du clan tandis que leurs pères, frères et maris partaient chasser ou guerroyer.

Néanmoins, toutes les sociétés tribales pratiquaient une stricte division du travail entre les sexes, en particulier le maniement des armes lourdes, donc la guerre, et la politique extérieure étaient toujours des prérogatives masculines. Cela a conduit dans certaines de ces sociétés, par exemple les aborigènes d'Australie, de Nouvelle Guinée et de la Terre de Feu, à une domination des femmes par les hommes, souvent appuyée par des sociétés initiatiques masculines ou de bruyantes cérémonies où les hommes exhibaient leurs armes et objets rituels. Cependant, dans aucune société tribale sans classes, un homme n'a réussi à vivre oisivement du travail des femmes ; un tel miracle n'est possible que par la propriété privée des moyens de production.

La famille patriarcale, pilier de l'oppression des femmes

Les sociétés de classes ont connu diverses structures de famille, plus ou moins étendues. Mais elles sont toutes des formes de la famille patriarcale, qui conjugue la domination de l'homme sur la femme et celle des ainés sur les jeunes. Le père commande, son épouse le sert et le soulage des difficultés de la vie extérieure. Toute fille apprend de sa mère comment une femme doit servir un homme. Par ailleurs, les enfants apprennent vite que leurs parents sont détenteurs de l'autorité, et qu'à ce titre ils leur doivent obéissance inconditionnelle et absolue. L'éducation autoritaire les habitue à se soumettre plus tard aux diverses formes d'autorité, les « saints pères » des Églises, les seigneurs et les patrons, les rois et les dictateurs qui se disent tous père de leur peuple.

La famille patriarcale reproduit toutes les hiérarchies et inégalités de la société, les inculque à ses membres. Dans la société capitaliste, elle prend sa forme la plus exiguë, qu'on appelle famille nucléaire, composée d'un homme, d'une femme et de leurs enfants. Quoique plus libre que les formes antérieures, car sa formation repose non sur la décision des parents, mais des personnes concernées, elle reste plus favorable aux hommes (qui abandonnent plus fréquemment leur progéniture que les femmes) et continue à remplir des fonctions économiques. Pour la classe capitaliste et la petite bourgeoisie, elle reste le cadre qui sert à la transmission du patrimoine, le mariage est souvent d'intérêt (tout en permettant aux hommes de satisfaire leurs caprices sexuels au détriment des femmes des autres classes). Pour les salariés, l'union est davantage basée sur l'amour, mais les différents types de famille (nucléaire hétérosexuelle, monoparentale, nucléaire homosexuelle, communauté…) servent à la production et à la reconstitution de la force de travail.

La force de travail est vendue par les travailleurs salariés comme une marchandise à la classe capitaliste (qui avance pour cela du capital variable), mais elle n'est pas produite par le capital, au contraire des

autres marchandises. Elle nécessite du travail, malgré l'équipement ménager grandissant et la tendance à la collectivisation privée ou même publique de certaines tâches (éducation, cuisine, santé…). Ce travail n'est pas rémunéré par le capital, il est majoritairement fourni gratuitement par les femmes.

L'État bourgeois prend certes en compte cette fonction en corrigeant la distribution des salaires sur le marché par des allocations familiales, la gratuité partielle de services publics, la différenciation de l'impôt sur le revenu suivant la composition du foyer fiscal, les obligations judiciaires de versement de pension alimentaire, les pensions de réversion des régimes de retraite… Néanmoins, la réaction contemporaine -qui se fait passer pour de la modernité « libérale »- tend à remettre en cause cette socialisation incomplète et insuffisante.

Le développement du capitalisme pose la question de l'égalité des sexes

Le capitalisme se base sur la liberté de mouvement des capitaux qui vont là où il y a du profit à tirer, et des travailleurs qui vont là où on leur offre du travail, c'est-à-dire là où leur travail peut générer du profit. Cela tend à égaliser les taux de profits dans les différentes branches d'industrie, et les prix des différentes marchandises : chaque marchandise a une valeur mesurée en équivalent monnaie, qui correspond à la quantité de travail socialement nécessaire à sa production (en fonction du développement des forces productives du moment). La même chose se passe pour les différents travaux, et les différentes forces de travail : la valeur de la force de travail d'un prolétaire se mesure par la somme du nombre d'heures de travail nécessaires à sa formation dans sa jeunesse et du nombre de celles qui sont nécessaires à son maintien à l'âge adulte. Le travail devient abstrait, il n'y a plus des travaux spécifiques dans différents métiers, mais différentes formes d'équivalents monnaie de temps de travail assurés par la force de travail humaine.

Le capital a recouru aux femmes dans l'industrie, notamment durant la « révolution industrielle » puis pendant les deux guerres mondiales, où il fallait remplacer les hommes partis au front. Elles ont obtenu l'accès aux études supérieures, et actuellement dans les pays les plus avancés, elles sont au moins aussi diplômées que les hommes. Elles ont progressivement intégré, non sans de multiples efforts des pionnières, la plupart des métiers qualifiés autrefois de masculins.

De même, malgré les institutions religieuses et les partis réactionnaires qui ont freiné l'enseignement de la sexualité et la contraception, les femmes ont progressivement acquis la maîtrise de leur fécondité. L'instruction massive des filles, le travail salarié des femmes et la contraception ont alimenté la participation des femmes au mouvement ouvrier, aux luttes des nationalités opprimées et au mouvement de libération des femmes.

Ces raisons objectives et subjectives ont produit une tendance à l'indifférenciation entre les sexes dans la force de travail, que reflète la revendication « à travail égal, salaire égal ». Une autre conséquence est l'acceptation grandissante de l'homosexualité. Alors que pendant deux millénaires, toutes les religions monothéistes ont stigmatisé l'homosexualité, surtout masculine, comme la trahison suprême du patriarcat, maintenant, si la différence entre les hommes et les femmes devient une affaire privée et familiale, l'orientation hétéro ou homosexuelle devient aussi une affaire privée.

Cependant, les sociétés capitalistes et leur État sont incapables d'aller jusqu'au bout de cette logique d'égalisation des hommes et des femmes. En effet, les formations sociales ne sont pas un pur mode de production mais le produit historique de la lutte des classes, des femmes, des minorités nationales, des minorités sexuelles (homosexuels, transgenres). Pour préserver sa domination, pour empêcher l'unité des exploités et des opprimés, la bourgeoisie qui est minoritaire dans la société a besoin de diviser la classe ouvrière et de recourir à des idéologies rétrogrades (nationalisme, voire la religion). Les femmes subissent ce jeu capitaliste de division des travailleurs, à laquelle s'ajoute parfois le harcèlement sexuel des collègues masculins et surtout des hommes cadres ou petits patrons. Évidemment, plusieurs oppressions (de genre, d'ethnie, de croyance…) peuvent peser sur une même personne.

De même que les mesures contre l'immigration n'empêche pas celle-ci mais fragilise certains travailleurs et les oppose à d'autres, l'appel au renforcement de « la » famille (en fait de la famille patriarcale), réaffirmant les rôles traditionnels des hommes et des femmes, remettant en cause le droit à la contraception et à l'IVG, propageant l'homophobie et la transphobie, ne conduit pas au retour au foyer et à la suppression de l'homosexualité, mais précarise les concernés et divise le prolétariat. Et de nombreux capitalistes continuent de discriminer les femmes, les Noirs et les Arabes.

Le mouvement ouvrier et l'égalité

Dans l'Association internationale des travailleurs (1re Internationale), les communistes s'opposèrent aux anarchistes à la Proudhon qui voulaient maintenir la femme au foyer ; en 1871, l'AIT encouragea, en plus de l'ouverture aux femmes des organisations affiliées, la création de sections de femmes.

En 1879, August Bebel, dirigeant du SPD (Allemagne), rédigea en prison *La Femme dans le passé, le présent et*

l'avenir ; en 1885, Friedrich Engels publia *Les Origines de la famille, de la propriété et de l'État*. Le SPD mit en place une organisation de femmes socialistes semi-clandestine (toute organisation socialiste étant interdite), avec son organe *Die Gleicheit* (*L'Égalité*). Au congrès fondateur de l'Internationale ouvrière (2e Internationale) en 1889, Clara Zetkin (SPD) prononça un discours contre l'oppression des femmes ; l'Internationale organisa dès 1907 une branche féminine (Internationale des femmes socialistes) qui, en plus d'intervenir dans les congrès de l'IO, tint ses propres conférences.

Au sein de l'IO et du POSDR russe qui lui était affilié, malgré certaines limites inhérentes à une organisation majoritairement masculine du début du 20e siècle, des centaines de femmes courageuses rejoignirent la fraction bolchevik.

Le programme communiste de libération des femmes

Le développement vertigineux des forces productives sous le capitalisme met à l'ordre du jour le communisme, qui vise à abolir toute forme d'exploitation, de discrimination ou d'inégalité sociale.

Tout d'abord, le communisme réalisera complètement et effectivement le programme démocratique d'égalité sociale et politique complète des sexes, que le capitalisme est incapable de parachever. A part être enceinte, accoucher et allaiter, il n'y aura plus aucune tâche spécifiquement féminine, ni aucune tâche spécifiquement masculine d'ailleurs. Chacun exercera des métiers qui lui plairont, indépendamment de toute image masculine ou féminine de celui-ci.

Dès la période de la transition du capitalisme au communisme, le patriarcat sera combattu et dépérira, la maternité ne représentera plus un frein à la carrière professionnelle des femmes, la société mettra tout en œuvre pour faciliter le travail des mères : congés parentaux, crèches et garderies ouvertes à toute heure près du lieu de travail, pauses allaitement payées, etc.

Par ailleurs, la famille sera complètement bouleversée. Comme l'expliquait Charles Fourier il y a deux cent ans, l'économie domestique de la famille nucléaire est inefficace à deux titres. D'une part, elle s'exerce à petite échelle avec des instruments en miniature, ce qui va à l'opposé de la logique de l'industrie, où tout se fait à grande échelle. D'autre part, elle impose à la ménagère une polyvalence forcée, car celle-ci doit exercer une multitude de tâches différentes, alors qu'il est impossible qu'elle excelle dans toutes. Si elle est mauvaise cuisinière, son mari et ses enfants devront la subir tous les jours ; si elle est excellente, seuls son mari et ses enfants profiteront de ses talents. Ce travail exercé dans la solitude et souvent répétitif est également abrutissant.

Comme le proposait Fourier, dans la société socialiste, chaque tâche ménagère sera assurée par une équipe formée de travailleurs les plus qualifiés, équipés des moyens techniques les plus performants, qui prendront en charge cette tâche pour des centaines de familles. Ces bouleversements de l'économie domestique s'accompagneront de profonds changements dans l'éducation des enfants et dans l'architecture de l'habitat.

La mise en oeuvre du programme communiste d'émancipation de la femme fut initiée en Russie après la prise de pouvoir des soviets en octobre 1917 organisée par le parti de Lénine et de Trotsky. Les femmes obtinrent l'égalité juridique (celle-ci n'a été complète en France qu'en 2002) et le droit de vote (28 ans avant les femmes françaises) ; ce fut le premier pays où une femme (Alexandra Kollontaï) entra dans un gouvernement (composé alors du POSDR bolchevik et du PSR de gauche). Les lois contre l'homosexualité furent abolies.

Malgré la prégnance du christianisme et de l'Église orthodoxe, l'arriération de la société et de l'économie, les ravages des invasions étrangères et de la guerre civile, de gros efforts furent entrepris pour libérer la femme du ménage et l'intégrer dans la vie professionnelle : crèches, cantines, buanderies publiques, centres de vacances pour enfants, etc. Cette marche en avant fut interrompue par la contre-révolution politique de la bureaucratie nationaliste et conservatrice dirigée par Staline, le « petit père des peuples », qui réhabilita la famille nucléaire, interdit l'avortement, entrava le divorce, criminalisa l'homosexualité, etc.

L'émancipation de la femme et la réalisation pleine et entière de l'égalité des sexes exigent d'en finir avec le capitalisme, d'instaurer le socialisme. Cela ne peut se réaliser qu'en construisant l'internationale ouvrière révolutionnaire, regroupant les partis ouvriers révolutionnaires de tous les pays, basée sur un véritable programme marxiste, rejetant toutes les conceptions réactionnaires de la bourgeoisie et des bureaucraties, combattant avec les femmes travailleuses et étudiantes pour les droits de toutes les femmes.

> *De grands bouleversements sociaux sont impossibles sans le ferment féminin.* (Karl Marx, *Lettre à Kugelman*, 12 décembre 1868)

24 mai 2016

Adresse internationale du 1er mai

Contre la barbarie : indépendance de la classe ouvrière, lutte de classe, révolution, socialisme mondial !



Le capitalisme aboutit à la concentration de la richesse et du gaspillage à un pôle de la société et à la précarité et à la pauvreté de l'autre, à la destruction de l'environnement, au retour en force de la religion et de l'obscurantisme, aux crises économiques récurrentes et aux guerres incessantes.

Le capital-argent circule librement, mais pas les êtres humains. Dans le monde entier, les États dressent des murs contre les travailleurs qui essaient d'échapper à la misère. Israël le fait contre les Palestiniens, tout en poursuivant la colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie. Les pays les plus démocratiques ferment leurs frontières aux réfugiés qui fuient les bombardements quotidiens en Syrie, en Irak, au Yémen..., les exactions des régimes policiers et tortionnaires (Syrie, Érythrée...), les génocides (menés par le « Califat » sunnite de Daech, les Rakhines bouddhistes et l'armée birmane...). Aux États-Unis, le principal candidat à l'investiture du Parti républicain fait campagne pour expulser les étrangers. Les organisations xénophobes et fascistes progressent électoralement en Europe et certaines commencent à organiser des agressions contre les migrants (Grèce, Allemagne, Bulgarie...).

La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a été surmontée dans les pays impérialistes par l'intervention des États (sauvetage chacun pour soi de ses groupes de la banque, de l'assurance, de l'automobile ; prêts abondants et à bas taux des banques centrales aux banques de leur zone...) et dans le monde entier par le renforcement de l'exploitation (augmentation de l'intensité du travail et du temps de travail, blocage des salaires, diminution des pensions et des indemnités de chômage, restrictions des grèves et affaiblissement des syndicats, etc.). Tous les gouvernements bourgeois ont mené les mêmes politiques à l'encontre des producteurs et en faveur des exploiteurs, y compris ceux dirigés ou codirigés par les partis « travaillistes » (Brésil...), « communistes » (Chine, Vietnam, Afrique du Sud...), « socialistes » (France, Allemagne...) ou la « gauche radicale » issue de la reconversion des staliniens (Grèce...).

Le taux de profit s'est redressé et l'accumulation mondiale du capital a repris en 2009. Cependant, certains pays stagnent (Japon, France...). D'autres n'ont même pas retrouvé leur niveau de production d'avant la crise précédente (Grèce, Espagne, Italie...). Enfin, parmi ceux qui avaient été classés « émergents », des grands pays plongent dans la dépression économique (Brésil, Russie...) et l'économie chinoise elle-même ralentit. Alimentée par les politiques monétaires de type keynésien, la spéculation financière est repartie de plus belle.

La crise capitaliste mondiale a intensifié les rivalités entre grandes puissances impérialistes, avec à un pôle la bourgeoisie dominante (celle des États-Unis) et ses alliées plus ou moins disciplinées (celles du Japon, d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne...) et, à l'autre pôle, une alliance de circonstance entre les nouvelles bourgeoisies (de Chine, de Russie) qui remettent en cause l'ancienne répartition des activités, des influences et des dominations. L'Union européenne, qui incarnait la tentative bourgeoise de surmonter l'étroitesse des frontières nationales, est ébranlée. À la suite de la crise économique mondiale, les gouvernements allemand et français ont humilié et saigné le peuple grec. L'Ukraine a été divisée par les impérialismes rivaux. Face aux réfugiés, tous les États ont ressuscité les frontières entre eux, multiplié les barbelés, conclu un traité sordide avec le gouvernement autoritaire et islamiste de la Turquie.

Les grandes puissances mondiales et, dans leur sillage, certaines puissances régionales, s'arment toujours davantage, se défient dans la mer de Chine, s'affrontent de manière indirecte en Ukraine et en Syrie. Au nom du « libéralisme », les bourgeoisies ont diminué les dépenses sociales. En même temps, l'appareil répressif de l'État bourgeois s'est renforcé : toujours plus de prérogatives contre les citoyens, toujours plus de dépenses militaires, toujours plus de services secrets, de policiers, de prisons... Le rôle économique de l'État bourgeois ne s'est pas estompé. Tous s'efforcent

d'aider leurs capitalistes contre leur prolétariat et contre les autres bourgeoisies : intégration des appareils des syndicats, répression des militants syndicaux et révolutionnaires, cadeaux aux patrons, guerre des monnaies, espionnage « industriel », pressions diplomatiques, menaces militaires, coups d'État, interventions militaires à « basse intensité » (armes, conseillers, drones, forces spéciales…), interventions ouvertes (bases, bombardements, expéditions, occupations).

Les États impérialistes occidentaux ont soutenu (avec la bureaucratie stalinienne de l'URSS) la fondation d'Israël, un État colonial. Ils ont mis en place les monarchies du Golfe arabo-persique qui répandent l'obscurantisme salafiste dans le monde entier et financent l'islamo-fascisme, ils ont misé sur les fanatiques islamistes en Iran en 1953, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979. Ils ont poussé l'Irak à la guerre contre l'Iran en 1980. Ils ont envahi deux fois l'Irak en 1991 et en 2003, ils y ont attisé les conflits ethniques et confessionnels, ils ont disloqué la Libye en 2011. Aujourd'hui, ils tirent prétexte des attentats islamistes pour restreindre les libertés démocratiques chez eux et justifier la poursuite de leurs immixtions en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'ouest.

Les fractions cléricales de la bourgeoisie ont réussi à obtenir une audience dans les masses musulmanes et ont pu mener de véritables contre-révolutions en Iran, en Irak, en Syrie. Les islamistes sont incapables de vaincre l'impérialisme parce qu'ils défendent la propriété privée et le capitalisme. Par conséquent, ils sont réduits à faire pression sur l'impérialisme par des attentats réactionnaires qui visent avant tout les travailleurs. Mais, s'ils restent en place en ayant exterminé le mouvement ouvrier, comme en Iran, ils finissent par capituler devant les grandes puissances, comme les nationalistes bourgeois à discours « socialiste » avant eux.

La force sociale capable d'empêcher la catastrophe et d'accomplir une révolution sociale existe : c'est la classe ouvrière mondiale. Les travailleurs salariés, la jeunesse en formation, les chômeurs luttent partout, parfois héroïquement. Les travailleurs et les étudiants d'Europe ont manifesté de manière massive pour défendre l'emploi ou leurs acquis sociaux. Les travailleurs d'Afrique et d'Asie de l'Est se battent dans des conditions difficiles pour les salaires, l'amélioration des conditions de travail, le droit d'avoir des syndicats à eux. Les peuples d'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Ouest se sont soulevés contre les tyrans soutenus par tel ou tel impérialisme, les Kurdes ont résisté à la réaction islamiste en Turquie, en Syrie et en Irak. En Amérique du Nord, les Noirs se sont révoltés contre les assassinats à répétition de la police.

Mais, faute d'un parti ouvrier révolutionnaire qui permette à la classe ouvrière de prendre la tête des exploités (paysans pauvres, travailleurs du secteur informel, etc.) et des opprimés (femmes, jeunes, minorités…), les soulèvements de Tunisie, d'Égypte et de Syrie ont été contenus par une double contre-révolution : d'une part, les bombardements et la torture de masse du régime et de l'état-major ; d'autre part, le fascisme sunnite. Les travailleurs kurdes restent séparés des autres prolétaires et divisés entre eux par des partis nationalistes qui pactisent avec des États qui oppriment leurs Kurdes (PDK) ou qui s'appuient sur l'impérialisme russe ou américain (PKK-PYD).

Les bureaucraties au pouvoir en Corée du Nord et à Cuba préparent la restauration du capitalisme. Les gouvernements du Brésil et du Venezuela, après avoir servi le capitalisme et respecté l'État bourgeois, font face à des tentatives de renversement par l'impérialisme et la fraction compradore de la bourgeoisie locale.

La résistance aux licenciements massifs et aux mesures d'austérité gouvernementale dans les pays avancés est canalisée est dissipée dans des « journées d'action » impuissantes par les bureaucraties syndicales avec l'aide de leurs acolytes centristes (Belgique, Canada, Espagne, France, Grèce, Norvège, Suède…). Les partis « réformistes » et leurs adjoints centristes sèment des illusions sur le parlementarisme bourgeois. Mais quand ils accèdent au pouvoir, ces partis font la même politique que ceux de la bourgeoisie (Grèce, France, Autriche…).

L'avant-garde doit renouer avec le marxisme, adopter la stratégie de la révolution permanente, construire une internationale ouvrière révolutionnaire. Les travailleuses et les travailleurs, pour préserver ou conquérir leurs droits, pour sauver l'environnement, pour sauver leurs enfants du chômage et de la guerre, pour en finir avec l'exploitation, doivent exiger la rupture avec la bourgeoisie des organisations qu'ils ont fondées autrefois (partis de masse et syndicats), mettre en place des organes de lutte démocratiques et les centraliser, exproprier les grandes entreprises capitalistes, écraser les bandes fascistes et islamistes, démanteler les organes étatiques de répression et d'espionnage, contrôler démocratiquement la production et l'échange, dissoudre les frontières.

À bas le capitalisme et l'impérialisme !

Vive le socialisme mondial !

1er mai 2016

Collectif révolution permanente (Autriche, France, Pérou) & Tendance marxiste-léniniste (Brésil)

Autriche : tract distribué à la manifestation du Parti socialiste SPÖ le 1er mai



Arrêter la réaction grâce au socialisme ! Ils veulent retourner en arrière, nous voulons aller de l'avant ! Ils tremblent devant l'avenir, nous voulons le construire !

Le combat contre les chiens de la réaction ne sera pas gagné avec des bulletins de vote. Il sera déterminant dans les usines, les quartiers et les villages. Militantes et militants du SPO, combattez pour un changement de politique de votre parti ! Le SPO doit rompre avec la bourgeoisie !

Les syndicats de salariés doivent renouer avec leurs tâches fondamentales, la défense des intérêts fondamentaux des travailleurs, indépendamment de leur religion ou de leur nationalité.

Du travail pour tous et pour que les travailleuses et les travailleurs réfugiés aient la possibilité de vivre dignement et qu'ils ne soient pas surexploités pour empêcher que les capitalistes ne fassent pression sur les salaires des autres travailleurs : réduction de la journée de travail compensée par des impôts progressifs sur les revenus des riches et des très riches.

Contre les « décrets lois » ! Ils ont déjà une fois frayé la voie au fascisme ! Ouverture des frontières : pas pour le capital et les possédants mais pour les victimes des guerres impérialistes, les victimes de l'exploitation et des islamo-fascistes !

Du travail pour tous : travaux publics pour construire des logements à loyer réglementé et des infrastructures pour le bien-être des travailleurs et des jeunes !

Du travail pour tous : de l'argent pour plus de personnel dans les crèches, les écoles, les universités, les hôpitaux, les services sociaux. Une société ne peut jamais avoir trop de professeurs, de soignants ou de médecins !

Pour un enseignement gratuit et de qualité ! Pour une santé gratuite et de qualité ! Création de centres de jeunes autogérés et personnel qualifié pour soutenir les jeunes dans la vie en les respectant.

Pour de vrais impôts sur les riches, aucun impôt qui frappe directement les masses (TVA, taxes sur les carburants ...) ! Réduction des impôts sur les auto-entrepreneurs dont le statut n'est souvent qu'une forme cachée de travail salarié !

Ouverture des livres de comptes !

Les comités de salariés doivent contrôler – avec l'aide de comptables choisis par les travailleurs et responsables devant eux- si les prélèvements et les impôts sont correctement payés !

Expropriation des entreprises soit disant non rentables sous le contrôle des travailleurs !

Suppression du système d'imposition qui permet aux groupes capitalistes de tricher en réduisant leurs impôts, en compensant les profits d'une entreprise par les pertes d'une autre !

Augmentation des taxes foncières pour l'immobilier de luxe !

Introduction d'un impôt sur les héritages supérieurs à un million d'euros !

Abrogation de la « réforme des retraites » de 2004 ! Abaissement de l'âge de départ en retraite pour les femmes et les hommes à 60 ans !

Contre la restriction des libertés démocratiques ! Contre la surveillance policière des données numériques et téléphoniques sans contrôle judiciaire, contre la légalisation des agents secrets dans les organisations politiques et sociales ! Contre l'article 278 (« antiterroriste ») !

Pour la séparation complète de la religion et de l'État ! Pas un centime pour l'éducation cléricale ! Prêtres, imams, cléricaux et religieux, hors des écoles ! Liberté pour les pratiques religieuses financées par les contributions privées des croyants et des communautés religieuses respectives !

Comités d'autodéfense communs à tout le mouvement ouvrier contre les attaques des bandes fascistes contre les migrantes et les migrants !

En nous préoccupant immédiatement de l'ensemble des problèmes sociaux et politiques nous pouvons arrêter l'offensive réactionnaire. Nous les révolutionnaires disons : vous devez renverser votre direction actuelle. Les dirigeants sont tellement liés au système capitaliste qu'ils ne feront pas le chemin avec nous. Combattons ensemble, indépendamment de notre affiliation politique ou syndicale, pour les intérêts des travailleurs ! Cela signifie pour nous en dernière instance le combat pour la chute de ce système dans lequel une petite classe sociale s'enrichit au détriment de la majorité, et le combat pour le socialisme.

26 avril 2016

Gruppe Klassenkampf [Groupe Lutte de classe]

Élections au Pérou

Résultats des législatives et du 1er tour de la présidentielle

Le 10 avril, a eu lieu le premier tour des élections générales du Pérou (la présidentielle et les législatives).

Pour les élections au Congrès de la Nation (la seule chambre parlementaire, composée de 130 députés), les résultats furent :

- FP, Fuerza Popular : 73 élus ;
- FA, Frente Amplio : 20 ;
- PPK, Peruanos Por el Kambio : 18 ;
- APP, Alianza para el Progreso : 9 ;
- AcP, Acción Popular : 5 ;
- AlP, Alianza Popular : 5.

19 candidats s'étaient présentés à l'élection présidentielle, dont 10 persistèrent et 9 renoncèrent. Ils obtinrent les résultats suivants :

- Keiko Fujimori (FP) : 32,6 % ;
- Pedro Pablo Kuczynski (PPK) : 17,2 % ;
- Verónika Mendoza (FA) : 15,4 % ;
- Alfredo Barnechea (AcP) : 5,7 % ;
- Alan García (AlP) : 4,8 % ;
- Gregorio Santos (Democracia Directa) : 3,3 %...

Les votes blancs et nuls s'élevèrent à 18,1 %. Le second tour aura lieu le 5 juin.

Contre la fraude et ses complices

Il y a quelques semaines, le Jurado Nacional de Elecciones [Commission nationale électorale], notoirement connu pour son inclination pro-APRA et pro-Fujimori, a permis le maintien de la candidature de Fuerza Popular [Force populaire], malgré des achats de vote avérés. Elle a ainsi transformé les élections en fraude. De leur côté, les candidats qui ne se sont pas retirés en dénonçant le JNE, se sont faits les complices de cette fraude.

Dans le camp du mouvement ouvrier et populaire, les directions bureaucratiques de la CGTP [Confédération générale des travailleurs du Pérou, la principale centrale syndicale, dirigée par le PCP et PR] et de la CUT [Centrale unitaire des travailleurs du Pérou] qui se sont couchés pendant des années devant le gouvernement de Humala, ont une fois de plus abandonné les acquis et les revendications du peuple travailleur pour soutenir des listes étrangères et opposées à la classe ouvrière. Ainsi qu'ils l'avaient déjà fait avec Humala, Toledo et Fujimori, les directions du PC [Parti communiste péruvien], de Patria Roja [Patrie rouge, maoïste] et compagnie ont, de nouveau, bradé l'indépendance politique des exploités, au profit, cette fois, de l'opportunisme électoral et néo-libéral petit-bourgeois du Frente Amplio [Front large], pitoyablement soutenu également par la direction la Red Solidaria de Trabajadores [Réseau solidaire des travailleurs].



Pour le second tour, et sous prétexte d'utiliser le rejet populaire de la mafia fujimoriste, ces mêmes débris politiques appellent maintenant, de façon ouverte, à voter pour le ploutocrate Kuczynski, le même genre d'individu que les dirigeants du Frente Amplio, qui fait de manière ouverte ce qu'eux font de façon hypocrite. Kuczynski, gérant du BCR [Banco Central de Reserva del Perú, la banque centrale], ministre de Belaunde, ministre et premier ministre de Toledo, fait partie de l'élite de la Banque mondiale. Toute sa vie, il a dirigé des multinationales de l'énergie et de la banque. Mais le traditionnel réformisme stalinien, aujourd'hui pro-libéral, ne recule devant aucune trahison.

Les militants ouvriers et étudiants honnêtes du Frente Amplio et des petites organisations gauchistes se trouvent confrontés à l'alternative suivante : soit continuer à capituler servilement devant la bourgeoisie, soit rompre avec la démagogie de leurs organisations, les quitter et défendre les principes de classe les plus élémentaires.

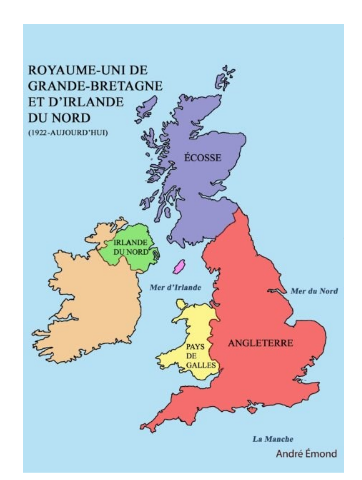
Pour la future victoire face au prochain gouvernement de la classe dominante, il faut lutter pour un programme anticapitaliste, pour l'auto-organisation des producteurs dans des assemblées populaires, pour impulser des grèves syndicales illimitées, provinciales et régionales, pour construire un parti révolutionnaire de tous les travailleurs ainsi qu'une nouvelle Internationale communiste. C'est la seule issue pour la libération des opprimés, c'est la voie de la révolution socialiste.

Contre la fraude de la bourgeoisie, ses candidats et tous ses complices : vote de classe, vote nul !

10 mai 2016

Revolución Permanente [Révolution permanente]

Grande-Bretagne, entre élections et référendum



Les élections britanniques sont à un seul tour. En 1997, le gouvernement Parti travailliste (LP) de Blair a modifié la constitution, en conférant d'importants pouvoirs aux parlements écossais, gallois et irlandais, tout en maintenant la monarchie et un parlement britannique. La dévolution laisse la diplomatie, les services secrets et l'armée unifiés.

Le 5 mai, les électeurs d'Angleterre ont désigné les conseillers d'organismes locaux et de plusieurs villes (dont Londres) et ceux d'Écosse, d'Irlande du Nord et d'Écosse votèrent pour les parlements régionaux. Le 23 juin, les citoyens de tout le Royaume-Uni seront appelés à se prononcer sur un référendum.

Les élections locales de mai en Angleterre

Lors des élections internes au Parti travailliste de septembre 2015, les militants et sympathisants ont donné une majorité au candidat de la gauche du parti Jeremy Corbyn [voir *Révolution communiste* n° 14]. Alors, le Parti conservateur (CP) et la droite du LP ont déclenché une campagne contre ceux qui dans le Parti travailliste ont, comme Corbyn lui-même autrefois, osé prendre position pour les droits des Palestiniens. Gerry Downing, Tony Greenstein, Naz Shah, Jackie Walker, Ken Livingstone... sont accusés de manière mensongère d'antisémitisme, selon une antienne des sionistes (reprise en France par le Premier ministre lui-même). Le même procédé est utilisé contre la nouvelle présidente du syndicat étudiant (NUS) : Malia Bouattia.

Le maire de Londres de 2008 à 2016, le conservateur Boris Johnson, ne se représentait pas. Le candidat conservateur à la mairie de Londres, le capitaliste Zac Goldsmith, a mené une campagne ignominieuse contre le candidat travailliste Sadiq Khan, dépeint comme un islamiste parce qu'il est musulman et a été avocat d'accusés de terrorisme. Khan s'est prononcé pour l'expulsion de Livingstone (ancien maire de Londres de 2000 à 2008) du LP et a fait campagne en prétendant concilier toutes les classes : *« un logement abordable, les tarifs et l'infrastructure des transports publics, les hôpitaux publics (NHS) et une politique favorable aux entreprises ».* Il a été élu avec 44,2 % des suffrages contre 35 % à Goldsmith, 5,8 % à la candidate écologiste du Parti vert (GP), 4,6 % à celle du Parti libéral-démocrate (LD), 3,6 % au candidat xénophobe UKIP. Cela en fait un probable rival pour Corbyn.

En Angleterre, le LP a maintenu ses positions avec 1 326 conseillers élus (-18) ; le CP au pouvoir a reculé avec 842 conseillers élus (-48) ; l'autre parti bourgeois historique, les LD, a progressé avec 378 élus (+45) ; ainsi que l'UKIP avec 58 élus (+25).

Le Parti socialiste d'Angleterre et du Pays de Galles (SPEW, le courant grantiste représenté en France par la GR qui a quitté le NPA) expliquait depuis 20 ans que le Parti travailliste était devenu un simple parti bourgeois. Pour le concurrencer, il a donc mis sur pied un front électoral avec un programme minimal, la Coalition syndicaliste et socialiste (TUSC). Il a reçu l'aide de la plus grosse organisation à gauche du LP, le Parti socialiste des travailleurs (SWP cliffiste dont l'organisation-soeur en France est le SPEB qui a rejoint le NPA). La TUSC a fait campagne contre l'austérité, sans grand succès et n'a pas eu d'élu. Un autre parti de type réformiste de gauche, Unité de gauche (LU), a été proclamé par le réalisateur Loach (palme d'or au festival de Cannes de 2006 et de 2016) et deux groupes « trotskystes » : l'AWL shachtmaniste (sans correspondant en France) et la SR pabliste (l'organisation soeur du NPA). LU se référait à sa fondation au modèle de Syriza (comme le NPA, le PCF et le PdG en France). Les résultats de LU ont été infimes.

Pour les travailleurs qui ont des illusions dans la démocratie bourgeoise et dans l'aménagement du capitalisme, autant voter pour le LP que gaspiller son vote pour la TUSC ou LU qui ne s'en démarquent guère (un problème auquel s'est heurté en France le lambertisme avec le MPPT-PT-POI).

Les élections législatives de mai en Écosse, en Irlande du Nord et au Pays de Galles

Au Pays de Galles, le LP a reculé en voix et obtenu 29 sièges (-1) ; le parti nationaliste Plaid Cymru a progressé en voix et obtenu 12 sièges (+1) ; le CP a reculé en voix et obtenu 11 sièges (-3) ; l'UKIP a progressé en voix et obtenu 7 sièges (+7) ; les LD ont reculé en voix et ont 1 élu (-4). Le LP forme un gouvernement de type front populaire avec les LD.

En Irlande du Nord, les unionistes chauvins anglais du DUP gardent leurs 38 sièges ; les nationalistes irlandais du SF obtiennent 28 sièges (-1) ; l'autre parti unioniste UUP obtient 16 sièges (+3) ; le parti réformiste SDLP a 12 sièges (-2) ; le parti bourgeois non confessionnel APNI garde 8 sièges ; le GP écologiste passe à 2 sièges (+1) ; le Peuple avant le profit (PBP, issu du SWP et du SPEW) gagne 2 sièges (+1). Le gouvernement DUP-SF est reconduit.

Après la 2e Guerre mondiale, le Parti travailliste était le premier parti en Écosse. En 2007, le parti nationaliste bourgeois (Parti nationaliste écossais, SNP) l'a supplanté en promettant mensongèrement la prospérité par la séparation de l'Angleterre et le maintien dans l'Union européenne. La constitution d'un front travailliste-conservateur-libéral (LP-CP-LD) contre l'indépendance de l'Écosse sur une base impérialiste, monarchiste et militariste a discrédité le LP. Cependant, la majorité des Écossais rejeta l'indépendance lors du référendum de septembre 2014 organisé par le gouvernement SNP (55,3% de non). En mai 2016, le SNP emporte 63 sièges (-6) ; le CP obtient 31 sièges (+16) ; le LP 24 sièges (-13) ; le GP 6 sièges (+4) ; les LD restent à 5. Le gouvernement nationaliste bourgeois SNP est reconduit.

Le référendum de juin sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne

La décision de remettre en cause l'appartenance à l'UE ne vient pas d'un changement de la stratégie de la classe dominante. Le référendum de juin est le résultat de l'irrationalité de sa principale représentation politique, le Parti conservateur (CP), et particulièrement des calculs politiques à court terme du Premier ministre puis de l'ancien maire de Londres. Cameron, comme beaucoup de dirigeants politiques bourgeois, éprouvait la tentation d'attribuer les problèmes économiques et sociaux du pays à l'étranger et en particulier à l'UE ; il était en plus préoccupé par la poussée électorale d'un parti bourgeois minoritaire europhobe et anti-immigré, l'UKIP. En janvier 2013, il annonça la tenue d'un référendum avant la fin de l'année 2017. Il comptait que son allié au gouvernement, le Parti libéral-démocrate (LD) s'y opposerait.

En fait, celui-ci est éliminé, à la surprise générale, aux élections législatives de 2015 et le CP doit gouverner seul. Cameron se trouve les mains liées par sa promesse. Il manoeuvre donc avec la complicité des instances de l'UE. Le gouvernement entreprend de négocier des concessions que pourrait accorder l'UE au Royaume-Uni, en échange d'un positionnement du gouvernement britannique en faveur du maintien dans l'Union. Le 19 février 2016, le Conseil européen concède un projet de décision permettant d'octroyer un *« statut spécial »* au Royaume-Uni s'il demeure dans l'UE (c'est déjà le cas !). Cameron peut donc mener campagne pour rester.

Le coup de poignard vient de son propre camp. La maire d'alors de Londres, Johnson, déclare qu'il faut choisir la sortie (le Brexit). Il vise clairement à supplanter Cameron à la tête du CP et comme chef du gouvernement. Le débat oppose donc deux camps hétérogènes, tous aussi menteurs l'un que l'autre car il est peu probable, vu le consensus au sein de la classe capitaliste, que le Royaume-Uni brise ses multiples liens économiques avec le continent.

D'un côté, une idéalisation de l'entente bancale constituée autour des bourgeoisies allemande et française qui se révèle incapable d'unifier l'Europe. D'ailleurs, c'est cette impotence et le maintien de l'OTAN sous hégémonie américaine qui font qu'Obama se réjouit de l'existence de l'UE et prévient que les relations avec l'UE ne seront pas sacrifiées à l'Angleterre réduite à elle-même. Le Parti conservateur et les LD publient des statistiques catastrophiques en cas de Brexit. Le Green Party et le Labour Party se sont ralliés. Corbyn, qui a été europhobe toute sa carrière de député, prétend désormais que *« l'Union a protégé travailleurs, consommateurs et l'environnement »*. Pure invention : l'UE approuve et encourage les attaques contre les acquis sociaux que mène chaque État bourgeois, sans parler de son incapacité à mettre au pas les capitalistes qui réchauffent le climat, polluent la planète et empoisonnent les humains.

De l'autre, un déchaînement de chauvinisme qui ne se limite pas à l'UKIP. Son émule Johnson proclame que le référendum permettra de *« reprendre le contrôle de nos frontières et de notre démocratie »*. Dans le mouvement ouvrier, l'UKIP est suivie par le Parti communiste de la Grande-Bretagne (CPB) qui rejette *« le projet de super-État »* et veut *« rétablir la démocratie »* (ce qui évoque les deux POI de France). Le SWP prétend qu'il faut utiliser le référendum pour porter un coup définitif à Cameron, alors que le renforcement du nationalisme bourgeois aura des effets aussi durables que désastreux (et qu'il est possible que Johnson remplace Cameron).

La subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie a atteint des sommets quand Kahn (LP) a partagé la même tribune pour le maintien que Cameron (CP) et quand Galloway (Respect) a tenu un meeting contre avec Farage (UKIP).

> *Pour le prolétariat européen, il ne s'agit pas de défendre la « patrie » nationaliste qui est le principal frein au progrès économique. Il s'agit de créer une patrie bien plus grande : les Républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du Monde. À l'impérialisme sans issue du capitalisme, le prolétariat ne peut qu'opposer une organisation socialiste.* (Trotsky, *La Guerre et l'Internationale*, 31 octobre 1914)

Il faut un parti révolutionnaire, section de l'Internationale ouvrière, à la classe ouvrière pour qu'elle puisse rester indépendante de toutes les fractions nationales et politiques de la bourgeoisie des îles britanniques :

- Boycott du référendum ! Gouvernement ouvrier qui désarme la police et l'armée, qui exproprie le capital !
- Unité de l'Irlande ! Droit de séparation des peuples écossaise et gallois ! République fédérale britannique au sein des États-Unis socialistes d'Europe !

31 mai 2016

100e anniversaire de l'insurrection de Pâques en Irlande

Colonisation anglaise et oppression nationale

Le 27 mars dernier eut lieu la commémoration du 100e anniversaire d'*Easter Rising* (soulèvement de Pâques 1916), une insurrection populaire qui non seulement ouvrit le processus qui mena à la dislocation de l'empire colonial anglais, renforçant de la sorte les luttes anticoloniales de par le monde, mais aussi constitua les prémisses d'une vague révolutionnaire mondiale qui allait mener à la prise du pouvoir par les soviets en Russie en octobre 1917, grâce à l'insurrection menée par le POSDR-Bolchevik et le PSR de gauche.

Lors de ces célébrations, le *Taoiseach* (Premier ministre irlandais) Enda Kenny, du parti nationaliste bourgeois Fine Gael –qui depuis 1922, année de partition de l'Irlande entre Eire, la république d'Irlande, et Irlande du Nord, restée sous domination britannique, alterne au pouvoir avec l'autre parti nationaliste bourgeois Fianna Fail– chercha à effacer la mémoire révolutionnaire pour en faire une célébration folklorique, jusqu'à inviter David Cameron.

L'Irlande est devenue une colonie anglaise à la fin du 17e siècle. Les paysans irlandais furent expropriés au profit des propriétaires fonciers anglais. En raison des fermages exorbitants, la population pauvre des campagnes irlandaises connut des famines à répétition, notamment la Grande famine qui provoqua un million de décès (sur huit millions) entre 1847 et 1852, poussa un million et demi de personnes à l'émigration en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et déclencha un exode rural qui accéléra la constitution d'une classe ouvrière locale.

Lors d'un voyage en Irlande en mai 1856, Friedrich Engels estima que ce pays se trouvait dans une situation coloniale... Karl Marx avait pensé d'abord que la question de l'indépendance de l'Irlande n'était pas prioritaire. Il concevait la libération du pays comme une conséquence de la révolution prolétarienne en Grande-Bretagne. Mais il changea d'opinion à ce sujet en 1867.

> *Longtemps, j'ai pensé qu'il était possible de renverser le régime actuel de l'Irlande grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise... Or, une analyse plus approfondie m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise ne fera rien tant qu'elle ne sera pas défaite de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier.* (Marx, « Lettre à Engels », 10 décembre 1869)

La classe ouvrière commença à s'organiser. James Connolly, qui avait beau être chrétien, avait fondé en 1896 le petit *Irish Socialist Republican Party* (Parti socialiste républicain irlandais), qui était le premier parti ouvrier du pays –il fut dissous en 1904 en raison de divisions internes. Il soutenait l'Internationale ouvrière, jusqu'à sa capitulation devant l'éclatement de la Première guerre mondiale ; il resta attaché à l'internationalisme, associant la lutte nationale et le combat pour le socialisme.

> *Le socialiste d'un autre pays est un patriote comme moi, alors que le capitaliste de mon propre pays est un ennemi naturel... Cette guerre, est pour moi le crime le plus terrible depuis des siècles. La classe ouvrière sera sacrifiée au compte du pouvoir et de la richesse d'une petite caste de dominants et de fabricants d'armes.* (Connolly, « A Continental Revolution », *Forward*, 15 août 1914)

Une insurrection préparée par des luttes ouvrières

Le 26 août 1913 éclatait une grève des ouvriers du tramway à Dublin, en raison du refus par le patronat de reconnaître le syndicat ITGWU (*Irish Transport and General Workers' Union* – Syndicat irlandais des travailleurs du transport, fondé en 1909 par James Larkin) : le chef du patronat irlandais William Murphy ordonna le renvoi de tous les ouvriers affichant leur soutien à ce syndicat et obligea tous les travailleurs à s'engager par écrit à ne pas le rejoindre. La grève, qui dura six mois, fut soutenue par de nombreux secteurs de la classe ouvrière, notamment les dockers, les ouvriers des filatures... et Dublin fut paralysée jusqu'à la fin de l'année. Les ouvriers reçurent le soutien de mouvements nationalistes, de syndicats de toute la Grande-Bretagne, d'artistes...

La lutte fut violemment réprimée par la police, ce qui conduisit James Connolly –il avait pris la direction du syndicat, Larkin étant parti aux États-Unis pour mobiliser la diaspora irlandaise– à former une milice de défense ouvrière, l'ICA (Armée citoyenne irlandaise), afin de protéger le mouvement ouvrier et de contribuer à la révolution socialiste et nationale. Cette organisation de 300 militants combattait aux côtés des Volontaires irlandais (120 000 militants) récemment constitués et d'une milice de femmes, le Conseil des Irlandaises (plus de 1 000 militantes). *« Le travailleur est l'esclave de la société capitaliste, la travailleuse est l'esclave de cet esclave »* (Connolly, *The Reconquest of Ireland*, 1915). La question féminine a joué un rôle central dans l'insurrection, notamment sous l'impulsion de la comtesse Markiewicz, surnommée « comtesse rouge » en raison notamment de son engagement dans l'ICA.

Connolly affirmait à juste titre que la défaite de l'armée britannique contribuerait à la lutte pour l'indépendance irlandaise, mais croyait à tort que l'Allemagne était plus progressiste.

Au sommet de la maison des syndicats, l'ICA planta en décembre 1915 un drapeau sur lequel était inscrit *« Nous ne servons pas le roi, ni le Kaiser, mais l'Irlande »*. Pour Connolly et Larkin, la guerre et le soutien qui lui était apporté par l'*Irish Parliamentary Party* (Parti parlementaire irlandais) –le parti de la fraction catholique de la bourgeoisie locale– devaient être saisis comme des opportunités pour déborder les nationalistes bourgeois et unir le mouvement ouvrier vers le socialisme.

Une lutte héroïque pour l'indépendance

Depuis 1798, année de leur premier soulèvement armé contre la domination britannique, les masses irlandaises ne cessèrent de lutter pour leur indépendance. En 1912, sous la pression du soulèvement nationaliste de 1867 mené par l'IRB (Fraternité républicaine irlandaise, une organisation nationaliste révolutionnaire), un projet d'autonomie sous domination britannique (*Home Rull Bill*) fut présenté pour la troisième fois (après 1886 et 1893) par le gouvernement Asquith. Il fut négocié par le Parti parlementaire irlandais avec le gouvernement britannique. Face à la milice des Volontaires d'Ulster qui intervenait pour la préservation des intérêts de la fraction protestante de la bourgeoisie locale et donc pour le maintien de la domination britannique, se constitue en novembre 1913 la milice des Volontaires irlandais pour défendre l'accord au compte de la fraction catholique de la bourgeoisie irlandaise. En mars 1914, des officiers britanniques se rebellèrent en soutien aux Volontaires d'Ulster. L'accord fut signé mais ne fut pas mis en œuvre en raison de l'éclatement de la Première guerre mondiale.

L'IRB s'opposa à cet accord qui pérennisait la domination britannique. En septembre 1914, une partie des Volontaires irlandais et l'IRB s'allièrent pour préparer un soulèvement nationaliste pendant la guerre, ce qui provoqua une scission entre une fraction conciliatrice – les Volontaires nationaux, qui soutenaient l'entrée en guerre et intégrèrent plus tard le Parti parlementaire irlandais, sous la direction de John Redmond, alors qualifié de *« Judas irlandais »* par Larkin– et une fraction radicale –qui conserva le nom de Volontaires irlandais – de 15 000 militants, sous la direction politique de l'ICA– avec qui ils fusionnèrent en 1916 pour former l'IRA (Armée républicaine irlandaise). En mai 1915, l'IRB établit un comité militaire en vue d'organiser une insurrection, au moment où la guerre renforçait l'hostilité des Irlandais à la domination britannique. Peu après, James Connolly forma un comité anti-conscription, avec un certain succès, puisque les recrues irlandaises chutèrent de 80 000 entre août 1914 et août 1915 à 12 000 entre août 1915 et août 1916.



L'ICA au siège de l'ITGWU avec la banderole « We serve neither King nor Kaiser »

Le 24 avril 1916, à 12h04, Patrick Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande dans la poste centrale de Dublin, accompagné de James Connolly, Tom Clarke, Thomas MacDonagh, Joseph Plunkett, Seán Mac Diarmada et Éamonn Ceannt, membres dirigeants de l'IRB, des Volontaires irlandais, de l'ICA et rédacteurs du texte :

> *Nous proclamons le droit du peuple d'Irlande à la propriété de l'Irlande, et au contrôle sans entraves de sa destinée ; le droit à être souverain et uni. La longue usurpation de ce droit par un peuple et un gouvernement étrangers ne l'a pas supprimé, ce droit ne peut disparaître que par la destruction du peuple irlandais. À chaque génération, les Irlandais ont affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale ; six fois durant les trois derniers siècles ils l'ont affirmé par les armes. En nous appuyant sur ce droit fondamental et en l'affirmant de nouveau par les armes à la face du monde, nous proclamons la République irlandaise, État souverain et indépendant...* (« Proclamation de la République d'Irlande », 1916)

Un gouvernement provisoire fut constitué ; Pearse était président et Connolly commandant en chef. Cette déclaration provoqua une insurrection dans le centre de Dublin, plusieurs lieux stratégiques de la ville (poste centrale, tribunal, usines, parcs...) furent occupés par 1 600 personnes, *« les défenseurs héroïques des barricades de Dublin »* (Trotsky, « Sur les événements de Dublin », 4 juillet 1916). Le chef des Volontaires, Eoin MacNeil, annula leur participation. Une faible partie des Volontaires prit part au soulèvement, ce qui le limita à Dublin et l'y affaiblit. Il serait faux d'affirmer que tout le pays s'est embrasé mais des soulèvements ont également eu lieu dans les comtés de Galway, Wexford, Meath.

Écrasement par l'impérialisme, condamnation par les « réformistes », soutien des internationalistes prolétariens

La réaction du gouvernement britannique, qui comprenait trois dirigeants du LP (Parti travailliste britannique) et du TUC (la confédération syndicale britan-

nique), fut rapide et très violente. Il décréta la loi martiale dès le deuxième jour, 16 000 militaires furent mobilisés et déployèrent l'artillerie en centre-ville, tant pour liquider les insurgés que pour effrayer les masses. L'insurrection dura six jours. Les sept initiateurs se rendirent sans condition le 29 avril en ordonnant de déposer les armes *« afin d'arrêter le massacre d'une population sans défense »* (Pearse) ; ils furent emprisonnés. 418 insurgés furent tués, ainsi que 116 militaires et 16 policiers. Le centre-ville était ruiné. Une cour martiale condamna à mort 90 personnes, et 16 d'entre elles furent effectivement exécutées, dont les sept initiateurs et des membres de l'ICA. 5 000 personnes, dont 1 500 dans le reste de la Grande-Bretagne, furent arrêtées pour s'être associées au mouvement d'indépendance. 1 400 furent emprisonnées.

On trouve naturellement les adversaires de l'autodétermination du côté de la classe capitaliste, qu'elle soit anglaise ou irlandaise, catholique ou protestante. On les trouve également chez leurs complices dans le mouvement ouvrier, en particulier chez les sociaux-impérialistes (les bureaucraties de partis de masse et des syndicats) pour qui les petites nations opprimées n'ont aucun rôle à jouer contre l'impérialisme. Ainsi, Henderson (LP) resta dans le gouvernement massacreur de Londres. La principale organisation centriste britannique (ILP, Parti travailliste indépendant) ne sut pas à cette occasion rompre avec sa bourgeoisie et affronter les directions corrompues du mouvement ouvrier. Au nom du pacifisme, l'ILP condamna l'insurrection, l'attribuant à tort à Sinn Féin (SF, Nous-mêmes) et mettant sur le même plan la guerre inter-impérialiste et la répression coloniale avec la révolte des opprimés.

> *Nous n'approuvons pas la révolte de Sinn Fein. Nous condamnons toute rébellion armée comme toute forme de militarisme et de guerre.* (*Socialist Review,* 16 septembre 1916)

Les internationalistes, les organisations et fractions qui s'opposaient depuis août 1914 à la guerre des puissances impérialistes, s'opposèrent quant à l'insurrection irlandaise d'avril 1916. La division des internationalistes paralysa la constitution du courant communiste international (la Gauche de Zimmerwald) impulsée par Lénine (POSDR Bolchevik) dès septembre 1914 [voir *Révolution communiste* n° 8, 11, 13, 14]. La fracture recoupait une controverse antérieure au sein de l'Internationale ouvrière, entre la SDKP qui s'était construite en 1892 par opposition au PPS, un parti nationaliste polonais déguisé en socialiste, et le POSDR reconstruit en 1903 qui était favorable à l'autodétermination des minorités nationales opprimées par l'empire russe.

D'un côté, sous l'influence théorique et politique de Rosa Luxemburg (SDKP et SPD), les internationalistes qui considéraient qu'aucune lutte nationale n'était progressiste : la SDKP-Zarzadowcy de Pologne, la fraction Spartakus du SPD d'Allemagne, le SDP des Pays-Bas… Le groupe Die Internationale du SPD (Jogiches, Liebknecht, Luxemburg, Mehring, Zetkin…) s'était tenu à l'écart de la Gauche de Zimmerwald. Réuni début 1916 à Berlin, il prit le nom de Spartakusbund tout en restant dans le SPD et adopta une résolution rédigée par Luxemburg dont les principes 5 et 6 condamnaient l'autodétermination.

Au sein de la Gauche de Zimmerwald, la position traditionnelle de la SDKP influençait non seulement la SDKP-Raslomocy de Pologne, mais l'ISD d'Allemagne et une minorité du POSDR-Bolchevik en exil (Nikolaï Boukharine, Yevgenia Bosch, Georgii Piatakov). Ainsi, la SDKP-Raslomocy présenta en septembre 1915 à la conférence de Zimmerwald des thèses sur la question nationale qui s'opposaient à toute autodétermination ; une revue du POSDR-Bolchevik (*Kommunist*) publia des thèses en novembre 1915 contre toute idée de « libération nationale » ; Karl Radek défendit l'orientation de la SDKP en octobre 1915 dans l'organe des Zimmerwaldiens (*Berner Tagwacht*) et en décembre 1915 dans un bulletin internationaliste allemand (*Lichtstrahen*). A cette occasion, il qualifia l'insurrection irlandaise de simple coup minoritaire des nationalistes (SF).

> *Ce mouvement, appelé Sinn Fein, était un mouvement de la petite bourgeoisie urbaine exclusivement et, bien qu'il ait causé un vacarme considérable, il avait peu de base sociale. Quand ses espoirs dans un appui allemand le conduisirent à la révolte, cela ne déboucha que sur un putsch dont le gouvernement britannique se débarrassa facilement.* (Radek, « Le chant s'est tu », *Berner Tagwacht,* 9 mai 1916)

De l'autre côté, des internationalistes autrement conséquents soutinrent le soulèvement : la majorité du POSDR-Bolchevik qui était la force principale de la Gauche de Zimmerwald et, en dehors de la GZ, les socialistes irlandais et la fraction du POSDR intermédiaire entre mencheviks et bolcheviks Nache Slovo (Trotsky). Tous comprenaient que la lutte des nations opprimées faisait partie de la révolution européenne et mondiale.

S'appuyant sur les positions de Marx et Engels pour l'abolition de l'esclavage des Noirs aux États-Unis ainsi que pour l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande, Lénine polémiqua contre Luxemburg, Radek et Piatakov. Après avoir étudié la dialectique en 1915, il commença à élaborer une stratégie pour la révolution mondiale qui incluait la question coloniale et la lutte

contre l'oppression des minorités nationales tout au long de 1916 et au début de 1917.

> *Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes, c'est répudier la révolution sociale… La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur indépendant dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force véritablement capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir le prolétariat socialiste.* (Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, juillet 1916)

L'impossibilité d'une révolution démocratique conduite par la bourgeoisie

La rupture de la domination coloniale britannique et l'accomplissement des tâches démocratiques nationales devaient impliquer la classe ouvrière. Une lutte nationale ne peut réussir que si elle va au socialisme. Toute illusion dans la capacité du nationalisme bourgeois à mettre fin à la pauvreté et à l'exploitation est une illusion.

> *Si demain vous supprimez le drapeau anglais et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts seront vains, à moins d'entreprendre la mise en œuvre de la république socialiste.* (Connolly, « Socialism and nationalism »*, Shan Van Vocht,* janvier 1897)

> *Il n'existe pas de réel nationaliste en Irlande hors du mouvement ouvrier. Tous les autres se contentent de rejeter une partie ou une autre de la conquête britannique. Seul le mouvement ouvrier la rejette dans son intégralité et se prépare à la reconquête de l'Irlande.* (Connolly, « Address to the Delegates », *Irish Worker*, 30 mai 1914)

La principale force de l'insurrection venait moins des nationalistes, que ce soit les Volontaires, l'IRB ou encore moins Sinn Féin qui n'a pas participé, que de la classe ouvrière, de son organisation de masse ILP-TUC (Parti travailliste irlandais et Congrès des syndicats) pour s'organiser et de sa milice ICA pour se défendre.

> *L´arrivée du prolétariat irlandais sur la scène de l´histoire ne fait que commencer. Il a déjà injecté dans ce soulèvement –sous un drapeau archaïque– son sentiment de classe contre le militarisme et l'impérialisme. Ce sentiment ne disparaitra pas. Au contraire, il trouvera un écho partout en Grande-Bretagne. Des soldats écossais ont emporté les barricades de Dublin.* (Trotsky, « Sur les événements de Dublin », *Nache Slovo*, 4 juillet 1916)

Ce soulèvement a également impulsé un développement majeur de la lutte de classes, dans le pays et au-delà, à la fois pour l'indépendance –l'impérialisme anglais en avait bien conscience : *« Il est clair… que l'Ulster, qu'elle le veuille ou non, ne doit pas fusionner avec le reste de l'Irlande »* (Lloyd George, Premier ministre britannique, 29 mai 1916)– et pour le socialisme.

> *L'Irlande peut allumer la torche vers une déflagration européenne qui ne s'éteindra pas avant que le dernier trône et la dernière obligation capitaliste ait disparu sur la bûcher funéraire du dernier seigneur de guerre.* (Connolly, « Our Duty In This Crisis », *Irish Worker*, 8 août 1914)

Pour l'unification de l'Irlande par la révolution socialiste

La révolution n'a pas vaincu à cause de la désorientation du prolétariat européen par la trahison en août 1914 de l'Internationale ouvrière, de la complicité du Parti travailliste de Grande-Bretagne avec sa bourgeoisie contre le peuple irlandais, de la lâcheté de la bourgeoisie irlandaise catholique.

> *Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés dans un moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était pas encore mûre.* (Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* juillet 1916)

L'avant-garde des combattants irlandais se reconnut dans l'Internationale communiste lors de sa fondation en 1919. Ils étaient regroupés dans le Parti socialiste d'Irlande, derrière la figure de Roddy Connolly, fils du révolutionnaire abattu en 1916, qui impulsa la transformation du parti en CPI, Parti communiste irlandais en 1921. Ce parti s'opposa au traité de séparation, il fut la cible à la fois du gouvernement britannique et de l'IRA. Le CPI fut éphémère car il se liquida en 1924, sur ordre de l'Internationale communiste stalinisée, dans la Ligue des ouvriers irlandais, une organisation centriste.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire en Irlande, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, sera à même de défendre la perspective démocratique de l'unité de l'Irlande, dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe.

14 mai 2016

51e congrès de la CGT, 18-22 avril

La CGT est, devant la CFDT, la première centrale du syndicalisme français divisé, minoritaire (11 % tous syndicats confondus en 2013) et de plus en plus dépendant du financement par l'État bourgeois.

Historiquement, la CGT a été construite comme un syndicat révolutionnaire. Mais son appareil anarchiste est devenu une bureaucratie liée au capitalisme, à la bourgeoisie française et à son État voici un siècle. La direction Jouhaux a soutenu la guerre impérialiste de la France en 1914 [voir *Révolution communiste* n° 8]. Ensuite, la bureaucratie « réformiste » dirigée par Jouhaux a exclu les militants révolutionnaires regroupés dans et autour du Parti communiste quand il était révolutionnaire et s'inspirait de Lénine et de Trotsky. Quand le PCF a été stalinisé et est devenu lui aussi social-patriote, les deux fractions se sont réconciliées pour faire cesser la grève générale en 1936, pour reconstruire le capitalisme et l'État bourgeois en 1945. La guerre froide a conduit en 1947 à la scission délibérée de la minorité anticommuniste FO, laissant la majorité de la CGT aux mains du PCF.



14 mars 2016 : Martinez (CGT), Valls (Premier ministre) et Gattaz (Medef) discutent à Matignon de la loi travail
photo Cyrus Cornut

L'affaire Lepaon, le précédent secrétaire général de la CGT, a dévoilé la corruption des bureaucraties syndicales [voir *Révolution communiste* n° 10]. Les privilèges des bureaucrates restent dérisoires à côté du train de vie des capitalistes mais ils sont significatifs par rapport à la vie quotidienne des exploités. Cette corruption explique pourquoi l'appareil de la CGT cogère les grandes entreprises, pourquoi il participe aux opérations « d'unité nationale », pourquoi il défend la police, pourquoi il se rend à toutes les convocations du gouvernement au service de la bourgeoisie française (y compris celles pour le projet de loi travail). La corruption de la bureaucratie syndicale explique pourquoi Martinez et le congrès de la CGT refusent d'appeler à la grève générale contre le projet et contre le gouvernement Hollande-Valls-Macron.

Les bureaucrates se drapent dans la démocratie pour expliquer qu'ils ne peuvent pas « décréter » la grève générale, qui permettrait instantanément d'obtenir le retrait du projet, de vaincre le gouvernement. Mais ont-ils consulté la base pour se rendre à toutes les réunions qui ont préparé le projet de loi ? N'ont-ils pas « décrété » toutes les journées d'action, avec le soutien du PS, du PdG, du PCF, du NPA, de LO, du POID, du POI, d'AL, etc. ?

Le rapport d'activité – le bilan de la direction confédérale depuis le précédent congrès de 2013 – a été adopté par seulement 68,7 % pour (31,3 % contre). L'équipe de Martinez a alors recouru à une entourloupe pour répondre au mécontentement de la base reflété par les délégués : décider de grèves éclatées site par site. Le congrès s'est terminé le 22 avril par une résolution emberlificotée qui, d'une part, envisage de reprendre les négociations du projet de loi et, d'autre part, s'obstine à refuser d'appeler à la grève générale.

La CGT appelle toutes les organisations à amplifier la riposte, dès le 28 avril, par la grève interprofessionnelle et les manifestations pour obtenir dans un premier temps le retrait du projet de loi de casse du code du travail. D'ici le 28 avril, la poursuite de la construction de l'action implique la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction pour gagner retrait et ouverture de véritables négociations de progrès social.

La manoeuvre de la bureaucratie syndicale a été opérée par toutes ses composantes : les fractions des partis sociaux-impérialistes (PCF, PdG, PS) mais aussi leurs adjoints que la presse présente abusivement comme des « *trotskystes* » (LO, POID, POI, NPA).

La tonalité du congrès de Marseille, conclu par cet appel regonflant, satisfait bien des militants qui pourront s'en emparer pour tenter de mobiliser leurs camarades de travail… À ce jour, malgré l'appel pour « décider de la reconduction de la grève », aucune nouvelle date de grève n'est proposée, après le 28 avril. Elle serait pourtant bien nécessaire, comme étape intermédiaire, pour entraîner de nouvelles couches de travailleurs dans le mouvement. (*Lutte ouvrière*, 27 avril 2016)

Les journées d'action et les grèves reconductibles ne préparent pas la grève générale mais l'empêchent. La grève générale, ce n'est pas la pression sur le gouvernement, ni la collaboration avec lui : c'est la mobilisation résolue de tous, ensemble, pour vaincre.

Pour gagner, pour empêcher les trahisons politiques et syndicales, pour combattre le « syndicalisme de proposition » et la collaboration de classe de toutes les bureaucraties syndicales, pour unifier le syndicalisme dans une CGT de lutte de classe avec droit de tendance, il faut regrouper les militants, les fractions et les organisations prolétariennes réellement révolutionnaires au sein d'une nouvelle internationale communiste, d'un parti ouvrier révolutionnaire.